ΕΦΗΜΕΡΙΣ ΤΗΣ ΚΥΒΕΡΝΗΣΕΩΣ

ΤΟΥ ΒΑΣΙΛΕΙΟΥ ΤΗΣ ΕΛΛΑΔΟΣ

ΕΝ ΑΘΗΝΑΙΣ ΤΗ 16 ΔΕΚΕΜΒΡΙΟΥ 1969	ΤΕΥΧΟΣ ΠΡΩΤΟΝ	ΑΡΙΘΜΟΣ ΦΥΛΛΟΥ 269

ΝΟΜΟΘΕΤΙΚΟΝ ΔΙΑΤΑΓΜΑ ΥΠ' ΑΡΙΘ. 336

Περὶ κυρώσεως συμβάσεως περὶ τῆς Ἀστικῆς Εὐθύνης εἰς τὸν τομέα τῆς Πυρηνικῆς Ἐνεργείας.

ΚΩΝΣΤΑΝΤΙΝΟΣ
ΒΑΣΙΛΕΥΣ ΤΩΝ ΕΛΛΗΝΩΝ

Προτάσει τοῦ Ἡμετέρου Ὑπουργικοῦ Συμβουλίου, ἀπεφασίσαμεν καὶ διατάσσομεν :

Ἄρθρον μόνον.

Κυροῦται καὶ ἔχει ἰσχὺν νόμου ἡ ὑπογραφεῖσα ἐν Παρισίοις τὴν 29ην Ἰουλίου 1960 Σύμβασις μεταξὺ τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Ὁμοσπόνδου Γερμανικῆς Δημοκρατίας, τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας, τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου, τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας, τῆς Ἱσπανίας, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας, τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Πορτογαλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας, τῆς Ἑλβετικῆς Συνομοσπονδίας καὶ τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας περὶ τῆς Ἀστικῆς Εὐθύνης εἰς τὸν τομέα τῆς Πυρηνικῆς Ἐνεργείας.

Τὸ κείμενον τῆς Συμφωνίας καὶ τοῦ προσθέτου αὐτῇ Πρωτοκόλλου, ἔπεται ἐν πρωτοτύπῳ εἰς τὴν γαλλικὴν καὶ ἐν μεταφράσει εἰς τὴν ἑλληνικὴν γλῶσσαν.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 11 Νοεμβρίου 1969

Ἐν Ὀνόματι τοῦ Βασιλέως

Ο ΑΝΤΙΒΑΣΙΛΕΥΣ
ΓΕΩΡΓΙΟΣ ΖΩΙΤΑΚΗΣ

ΤΟ ΥΠΟΥΡΓΙΚΟΝ ΣΥΜΒΟΥΛΙΟΝ
Ο ΠΡΩΘΥΠΟΥΡΓΟΣ
Γ. ΠΑΠΑΔΟΠΟΥΛΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Α'
ΣΤΥΛ. ΠΑΤΤΑΚΟΣ

Ο ΑΝΤΙΠΡΟΕΔΡΟΣ Β'
ΔΗΜ. ΠΑΤΙΛΗΣ

ΤΑ ΜΕΛΗ
ΝΙΚ. ΜΑΚΑΡΕΖΟΣ, ΠΑΝΑΓ. ΠΙΠΙΝΕΛΗΣ, ΗΛ. Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ, ΑΔΑΜ. ΑΝΔΡΟΥΤΣΟΠΟΥΛΟΣ, ΛΟΥΚ. ΠΑΤΡΑΣ, ΙΩΑΝ. ΑΓΑΘΑΓΓΕΛΟΥ, ΕΜΜΑΝ. ΦΘΕΝΑΚΗΣ, ΙΩΑΝ. ΧΟΛΕΒΑΣ, ΙΩΑΝ. ΠΑΠΑΒΛΑΧΟΠΟΥΛΟΣ, ΚΩΝΣΤ. ΚΥΠΡΑΙΟΣ, ΕΠΑΜ. ΤΣΕΛΛΟΣ, ΑΠΟΣΤ. ΒΟΓΙΑΤΖΗΣ, ΚΩΝΣΤ. ΠΑΠΑΔΗΜΗΤΡΙΟΥ, ΠΑΝΑΓ. ΤΖΕΒΕΛΕΚΟΣ, ΓΕΩΡΓ. ΒΑΛΛΗΣ.

Ἐθεωρήθη καὶ ἐτέθη ἡ μεγάλη τοῦ Κράτους σφραγίς.

Ἐν Ἀθήναις τῇ 3 Νοεμβρίου 1969

Ο ΕΠΙ ΤΗΣ ΔΙΚΑΙΟΣΥΝΗΣ ΥΠΟΥΡΓΟΣ
ΗΛΙΑΣ Γ. ΚΥΡΙΑΚΟΠΟΥΛΟΣ

CONVENTION
SUR LA RESPONSABILITÉ CIVILE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE NUCLÉAIRE

Les Gouvernements de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de l' Espagne, de la République Française, du Royaume de Grèce, de la République Italienne, du Grand - Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvège, du Royaume des Pays - Bas, de la République Portugaise, du Royaume - Uni de Grande - Bretange et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et la République Turque ;

Considérant que l'Agence Européenne pour l'Energie Nucléaire, créée dans le cadre de l'Organisation Européenne de Coopération Economique (appelée ci - après l'«Organisation»), est chargé de promouvoir l'élaboration et l'harmonisation des législations intéressant l'énérgie nucléaire dans les pays participants, en ce qui conçerne notamment le régime dela responsabilité civile et de l'assurance des risques atomiques ;

Désireux d'assurer une réparation adéquate et équitable aux personnes victimes de dommages causés par des accidents nucléaires, tout en prenant les mesures nécessaires pour éviter d'entraver le développement de la production et des utilisations de l'énérgie nucléaire et des fins pacifiques ;

Convaincus de la nécessité d'unifier les règles fondamentales applicables dans les différents pays à la responsabilité découlant de ces dommages, tout en laissant à ces pays la possibilité de prendre, sur le plan national, les mesures complémentaires qu'ils estimeraient nécessaires et éventuellement d'étendre les dispositions de la présente Convention aux dommages résultant d'autres accidents nucléaires que ceux qu'elle couvre ;

Sont convenus de ce qui suit :

a) Au sens de la présente Convention :

1) «Un accident nucléaire» signifie tout fait ou succession de faits de même origine ayant causé des dommages, dès lors que ce fait ou ces faits ou certains des dommages causés proviennent ou résultent des propriétés radioactives, ou à la fois des propriétés radioactives et des proptiétés toxiques, explosives ou autres propriétés dangereuses des combustibles nucléaires ou produits ou déchets radioactifs.

II) «Installation nucléaire» signifie les réacteurs à l'exception de ceux qui font partie d'un moyen de transport ; les usines de préparation ou de fabrication de substances nucléaires ; les usines de séparation des isotopes de combustibles nucléaires; les usines des traitement de combustibles nucleaires irradiés lesi nstallations de stockage de substances nucléaires à l'exclusion du stockage de ces substances en cours de transport, ainsi que toute autre installation dans laquelle des combustibles nucléaires ou des produits ou des déchets radioactifs sont déténus et qui serait désignée par le Comité de Direction de l'Agence Européenne pour l' Energie Nucléaire (appelé ci - après le «Comitè de Direction»).

III) «Combustibles nucléaires» signifie les matières fissiles comprenant l'uranium sous forme de métal, d'alliage ou de composé chimique (y compris l'uranium naturel), le plutonium sous forme de métal, d'alliage ou de composé chimique et toute autre matière fissile qui serait désignée par le Conité de Direction.

IV) «Produits ou déchets radioactifs» signifie les matières radioactives produites ou rendues radioactives par exposition aux radiations résultant des opérations de production ou d'utilisation de combustibles nucléaires à l'exclusion d'une part, des combustibles nucléaires et, d'autre part, des radioisotopes qui, hors d'une installation nucléaire, sont utilisés ou destinés à être utilisés à des fins industrielles, commerciales, agricoles, médicales ou scientifiques.

V) «Substances nucléaires» signifie les combustibles nucléaires (à l'exclusion de l'uranium naturel et de l'uranium appauvri) et les produits ou déchets radioactifs.

VI) «Exploitant» d'une installation nucléaire signifie la personne désignée ou reconnue par l'autorité publique compétente comme l'exploitant de cette installation nucléaire.

b) Le Comité de Direction pourra décider qu'une catégorie d'installations nucléaires, de combustibles nucléaires ou de substances nucléaires sera, en raison des risques réduits qu'elle comporte, exclue du champ d'application de la présente Convention.

Article 2

La présente Convention ne s'applique ni aux accidents nucléaires survenus sur le territoire d'Etats non - contractants, ni aux dommages subis sur ces territoires, sauf si la législation nationale en dispose autrement, sans préjudice toutefois des droits de recours prévus à l'Article 6 (d).

Article 3

L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable conformément à la présente Convention :

a) de tout dommage aux personnes ; et

b) de tout dommage aux biens, à l'exclusion

i) des biens qui sont détenus par lui, sous sa garde ou sous son contrôle au site de l'installation et en rapport avec l'exploitation de celle - ci, et

ii) dans le cas prévu à l'Article 4, du moyen de transport sur lequel les substances nucléaires en cause se trouve au moment de l'accident nucléaire,

s'il est établi que ce dommage (appelé ci - aprés le «dommage») est causé par un accident nucléaire mettant en jeu soit des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs détenus dans cette installation, soit des substances nucléaires provenant de cette installation, sous réserve des dispositions de l'Article 4.

Article 4

Dans le cas de transport de substances nucléaires, y compris le stockage en cours de transport, et sans préjudice de l'Article 2 :

a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires transportées en provenance de cette installation, à condition que l'accident survienne.

i) avant que les substances nucléaires aient été prises en charge par un autre exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire d'une Partie Contractante ; ou

ii) si le destinataire du transport est situé sur le territoire d'un Etat non - contractant, avant qu'elles aient été déchargées du moyen de transport par lequel elles sont parvenues sur le territoire de cet Etat.

b) L'exploitant visé au paragraphe (a) (i) du présent Article est, dés le moment de la prise en charge des substances nucléaires, l'exploitant responsable conformément à lapresente convention de tout dommage causé par un accident nucléaire ultérieur met tant en jeu lesdites substances nucléaires.

c) Dans le cas où des substances nucléaires sont expédiées d'un lieu situé hors des territoires des Parties Contractantes à destination d'une installation nucléaire située sur ces territoires avec l'accord de l'exploitant de cette installation, celui - ci est responsable, conformément à la presente Convention, de tout dommage causé par un accident nucléaire survenu aprés que les substances nucléaires en cause ont été chargées sur le moyen de transport par lequel elles sont expédiées du territoire de l'Etat non - contractant.

d) L'exploitant responsable conformément à la présente Convention doit remettre au transporteur un certificat délivré par ou pour le compte de l'assureur ou de toute autre personne ayant accordé une garantie financière conformément à l'Article 10. Le certificat doit énoncer le nom et l'adresse de cet exploitant ainsi que le montant, le type et la durée de la garantie. Les faits énoncés dans le certificat ne peuvent être contestés par la personne par laquelle ou pour le compte de laquelle il a été délivré. Le certificat doit également désigner les substances nucléaires et l'itinéraire couverts par la garantie et comporter une déclaration de l'autorité publique compétente que la personne visée est un exploitant au sens de la présente Convention.

e) La législation d'une Partie Contractante peut prévoir qu'à des conditions qu'elle détermine, un transporteur peut être substitué, en ce qui concerne la responsabilité prévue par la présente Convention, à un exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie Contractante, par décision de l'autorité publique compétente, à la demande du transporteur et avec l'accord de l'exploitant, si les conditions requises à l Article 10 (a) sont remplies. Dans ce cas, le transporteur est considéré, aux fins de la présente Convention, pour les accidents nucléaires survenus en cours de transport de substances nucléaires, comme exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie Contractante.

Article 5

a) Si les combustibles nucléaires produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus successivement dans plusieurs installations nucléaires et sont détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé,

aucun exploitant d'une installation dans laquelle ils ont été détenus antérieurement n'est responsable du dommage. Si les combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus dans plusieurs installations nucléaires et ne sont pas détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucune persone autre que l'exploitant de la dernière installation nucléaire dans laquelle ils ont été détenus avant que le dommage ait été causé ou que l'exploitant qui les a pris en charge ultérieurement, n'est responsable du dommage.

b) Si le dommage implique la responsabilité de plusieurs exploitants conformément à la présente Convention, leur responsabilité est solidaire et cumulative ; toutefois, lorsqu'une telle responsabilité résulte du dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des substances nucléaires en cours de transport, le montant total maximum de la responsabilité desdits exploitants est égal au montant le plus élevé fixé pour un des exploitants conformément à l'Article 7.. En aucun cas, la responsabilité d'un exploitant résultant d'un accident nucléaire ne peut dépasser le montant fixé, en ce qui le concerne, à l'Article 7.

Article 6

a) Le droit à réparation pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut être exercé que contre un exploitant responsable de ce dommage conformément à la presente Convention ; il peut également être exercé contre l'assureur ou toute autre personne ayant accordé une garantie finacnière à l'exploitant conformément à l'Article 10, si un droit d'action directe contre l'assureur ou toute personne ayant accordé une garantie financière est prévu par le droit national.

b) Aucune autre personne n'est tanue de réparer un dommage causé par un accident nucléaire ; toutefois, cette disposition ne peut affecter l'application des accords internationaux dans le domaine des transports qui sont en vigueur ou ouverts à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, à la date de la présente Convention.

c) Toute personne qui est responsable d'un dommage causé par un accident nucléaire en vetru d'un accord international visé au paragraphe (b) du présent Article ou en vertu de la legislation d'un Etat non-contractant a un droit de recours contre l'exploitant responsable de ce dommage conformément à la présente Convention dans la limite fixée conformément à l'Article 7.

d) Dans le cas d'un accident nucléaire survenu sur le territoire d'un Etat non - contractant ou d'un dommage subi sur ce territoire, toute personne ayant son lieu principal d'exploitation sur le territoire d'une Partie Contractante, ou ses préposés, ont un droit de recours contre l'exploitant qui serait responsable en l'absence de 1 (Atricle 2), pour toute réparation à laquelle ils seraient tenus par suite de cet accident ou de ce dommage, dans la limite fixée conformément à l'Article 7.

e) Le Conseil de l'Organisation peut décider que les transporteurs ayant leur lieu principal d'exploitation sur le territoire d'un Etat non - contractant peuvent bénéficier des dispositions du paragraphe (d) du présent Article. En prenant cette décision, le Conseil doit tenir compte des dispositions genérales relatives à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire en vigueur dans cet Etat non - contractant ainsi que de la mesure dans laquelle les ressortissants d'une Partie Contractante, et les personnes ayant leur lieu principal d'exploitation sur le territoire d'une Partie Contractante, peuvent bénéficier de ces dispositions.

f) L'exploitant n'a un droit de recours que

i) si le dommage résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage. contre la personne physique auteur de l'acte ou de l'omission internationnalle ;

ii) si et dans la mesure où le recours est prévu expressément par contrat ;

iii) si et dans la mesure où sa responsabilité se trouve engagée en vertu de l'Article 7 (e) par un accident nucléaire, au cours d'un transit effectué sans son consentement, pour un montant excédant celui qui est fixé en ce quile concerne, conformément à l'Article 7 b), contre le transporteur ayant effectué le transit, sauf si ce transit a pour objet de sauver ou de tenter de sauver des vies ou des biens ou est provoqué par des circonstances indépendantes de la volonté du transporteur.

g) Pour autant que l'exploitant ait un droit de recours contre une personne en vertu du paragraphe (f) du présent Article, ladite personne ne peut avoir un droit de recours contre l'exploitant en vertu des paragraphes (c) et (d) du présent Article.

h) Si la réparation du dommage met en jeu un régime national d'assurance médicale, de sécurité sociale ou de réparation des accidents du travail et maladies professionnelles, les droits des bénéficiaires de ce régime et les recours éventuels pouvant être exercés contre l'exploitant sont réglés par la loi de la Partie Contractante ayant établi ce régime.

Article 7

a) Le total des indemnités payables pour un dommage causé par un accideant nucléaire ne peut dépasser le montant maximum de la responsabilité, fixé conformément au présent Article.

b) Le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant pour les dommages causés par un accident nucléaire est fixé à 15.000.000 d'unités de compte de l'Accord Monétaire Européen, telles qu'elles sont définies à la date de la présente Convention (appelées ci - aprés «unités de compte». Toute - fois, un autre montant plus ou moins élevé peut être fixé par par législation d'ue partie contractante compte tenude la possibilité pour l'exploitant d'obtenir l'assurance ou une autre garantie financière requise à l'Article 10, sans toutefois que le montant ainsi fixé puisse être inférieur à 5.000.000 d'unités de compte. Les montans prévus au présent paragraphe peuvent être convertis en monnaie nationale en chiffres ronds.

c) L'exception résultant de l'alinéa (b) (ii) de l' Article 3 peut être écartée par la législation d'une Partie Contractante, à condition qu'en aucun cas l'inclusion des dommages au moyen de transport n'ait pour effet de réduire la responsabilité de l'exploitant pour les autres dommages à un montant inférieur à 5.000.000 d'unités de compte.

d) Le montant fixé en vertu du paragraphe (b) du présent Article pour la responsabilité des exploitants d'insallations nucléaires situées sur le territoire d'une Partie Contractante ainsi que les dispositions de la législation d'une Partie Contractante prise en vertu du paragraphe (c) du présent Article, s'appliquent à la responsabilité desdits exploitants quel que soit le lieu de l'accident nucléaire.

e) Une Partie Contractante peut subordonner le transit de substances nucléaires à travers son territoire, à la condition que le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant étranger en cause soit augmenté, si elle estime que ledit montant ne couvre pas d'une manière adéquate les risques d'un accident

nucléaire au cours de ce transit. Toutefois, le montant maximum ainsi augmenté ne peut excéder le montant maximum de la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire de cette Partie Contractante.

f) Les dispositions du paragraphe (e) du présent Article ne s'applique pas

i) au transport par mer lorsqu'il y a, en vertu du droit international, un droit de refuge dans les ports de ladite Partie Contractante, par suite d'un danger imminent, ou un droit de passage inoffensif à travers son territoire ;

ii) au transport par air lorsqu'il y a, en vertu d'un accord ou du droit international, un droit de survol du territoire ou d'atterrissage sur le territoire de ladite Partie Contractante.

g) Les intérêts et dépens liquidés par le Tribunal saisi d'une action en réparation en vertu de la présente Convention ne sont pas considérés comme des indemnités au sens de la présente Convention et sont dus par l'exploitant en sus du montant des réparations qui peuvent être dues en vertu du présent Article.

Article 8

a) Les actions en réparation, en vertu de la présente Convention, doivent être intentées sous peine de déchéance, dans le délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire. Dans le cas de dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs qui étaient au moment de l'accident volés, perdus ou abandonnés et n'avaient pas été récupérés, le délai de déchéance chéance de dix ans part du moment du vol, de la perte ou de l'abandon. Toutefois, la législation nationale peut fixer un délai de déchéance ou de prescription de deux ans au moins, soit à compter dumoment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit à compter du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance, sans que le délai de dix ans puisse être dépassé, si ce n'est conformément au paragraphe (c) du présent Article.

d) Dans lescas prévus à l'Article 13 (d) (i) (2) ou (ii), il n'y a pas déchéance de l'action en réparation si, dans le délai prévu au paragraphe (a) du présent Article,

i) une action a été intentée, avant que le Tribunal visé à l'Article 17 n'ait pris une décision, devant l'un des tribunaux entre lesquels ledit Tribunal peut choisir ; si le Tribunal désigne comme tribunal competent, un autre tribunal que celui devant lequel l'action a déjà été intentée, il peut fixer un délai dans lequel l'action doit être intentée devant le tribunal compétent ainsi désigné ;

ii) une demande a été introduite auprés d'une partie Contractante en vue de la désignation du tribunal compétent par le Tribunal conformément à l'Article 13 (d) (i) (2) ou (ii), à condition qu'une action soit intentée après cette désignation dans le délai qui serait fixé par ledit Tribunal.

c) La législation nationale peut fixer un délai de déchéance supérieur à dix ans, si elle prévoit des mesures pour couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites aprés l'expiration du délai de dix ans.

d) Sauf disposition contraire du droit national, une personne ayant subi un dommage causé par un accident nucléaire qui a intenté une action en réparation dans le délai prévu au présent Article peut présenter une demande complémentaire en cas d'aggravation du dommage après l'expiration de ce délai, tant qu'un jugement définitif n'est pas intervenu.

Article 9

Sauf disposition contraire de la législation nationale, l'exploitant n'est pas responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû à des actes d'un conflit armé, d'une invasion, d'une guerre civile, d'une insurrection ou à des cataclysmes naturels caractére exceptionnel.

Article 10

a) Tout exploitant devra être tenu, pour faire face à la responsabilité prévue par la présente Convention, d'avoir et de maintenir, à concurence du montant fixé conformément à l'Article 7, une assurance ou une autre garantie financière correspondant au type et aux conditions déterminés par l'autorité publique compétente.

b) L'assureur ou toute autre personne ayant accordé une garantie financière ne peut suspendre l'assurance ou la garantie financière prevue au paragraphe (a) du présent Article, ou y mettre fin sans un préavis de deux mois au moins donné par écrit à l'autorité publique compétente, ou, dans la mesure où ladite assurance ou autre garantie financière concerne un transport de substances nucléaires, pendant la durée de ce transport.

c) Les sommes provenant de l'assurance, de la réassurance ou d'une autre garantie financière ne peuvent servir qu' à la réparation des dommages causés par un accident nucléaire.

Article 11

La nature, la forme et l'étendue de la réparation, ainsi que la répartition équitable des indemnités sont régies, dans les limites prévues par la présente Convention, par le droit national.

Article 12

Les indemnités payables conformément à la présente Convention les primes d'assurance et de réassurance ainsi que les sommes provenant de l'assurance, due la réassurance ou d'une autre garantie financière en vertu de l'Article 10 et les intérêts et dépens fixes à l'Article 7 (g). sont librement transférables entre les zones monétaires des Parties Contractantes.

Article 13

a) Les tribunaux compétents en vertu de la législation d'une Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable, sont sauls compétents pour statuer sur les actions introduites en vertu des Articles 3, 6 (a), 6 (c) et 6 (d).

b) Dans le cas d'un accident nucléaire survenu en cours de trasport les tribunaux compétents en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle se trouvaient lors de l'accident les substances nucléaires mises en jeu, sont seuls compétents, sous réserve des dispoitsions du paragraphe (c) du présent Article.

c) Si un accident est survenu hors des territoires des Parties Contractantes en cours de trasport ou si le lieu où se trouvaient, lors de l'accident, les substances nucléaires mises en jeu, ne peut être déterminé, ou si les substances nucléaires mises en jeu se trouvaient, lors de l'accident, sur un territoire relevant de plus d'une Partie Contractante, les tribunaux compétents en vertu de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable sont seuls compétents.

d) Si, en vertu des parahraphes (a) ou (c) du présent Article, les tribunaux de plusieurs Parties

Contractantes sont compétents, la compétence est attribuée,

i) dans le cas d'un accident nucléaire survenant au cours d'un trasport de substances nucléaires,

1) aux tribunaux compétents, en vertu de la législation locale, au lieu du territoire de la Partie Contractante où est immatriculé le moyen de transport sur lequel les substances nucléaires en cause se trouvaient au moment de l'accident nucléaire à condition que ces tribunaux soient compétents en vertu du paragraphe (c) du présent Article ; (2) à défaut d'un tel tribunal, à celui qui est désigné à la demande d'une Partie Contractante intéressée, par le Tribunal visé à l'Article 17, parmi les tribunaux compétents en vertu du paragraphe (c) du présent Article, comme étant le plus directement lié à l'affaire ;

ii) dans tout autre cas, aux tribunaux compétents en vertu de la législation de la Partie Contractante désigné par ledit Tribunal, à la demande d'une Partie Contractante intéressée, comme étant le plus directement liés à l'affaire.

e) Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaurt par le tribunal compétent en vertu des dispositions du présent Article sont exécutoires d'aprés les lois appliquées par ce tribunal, ils deviennent exécutoires sur le territoire de toute autre Partie Contractante dès l'accomplissement des formalités prescrites par la Partie Contractante intéressée. aiucun nouvel examen du fond de l'affaire n'est admis. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement.

f) Si une action en réparation est intentée contre une Partie Contractante en tant qu'exploitant responsable en vertu de la présente Convention, ladite Partie Contractante ne peut invoquer son immunité de juridiction devant le tribunal compétent en vertu du présent Article.

Article 14

a) La présente Convention doit être appliquée sans aucune discrimination fondée sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

b) Le «droit national» et la «législation nationale» signifient le droit ou la législation nationale du tribunal compétent en vertu de la présente Convention pour statuer sur les actions résultant d'un accident nucléaire ; le droit ou la législation nationale est appliquable pour toutes les questions de fond et de procédure qui ne sont pas réglées spécialement par la présente Convention.

c) Le droit et la législation nationale doivent être appliqués sans aucune discrimination fondée sur la nationalité, le domicile ou la résidence.

Article 15

a) Il appartient à chaque Partie Contractante de prendre les mesures qu'elle estime nécessaires en vus d'accroitre l'importance de la réparation prévue par la présente Convention.

b) Pour la part des dommages dont la réparation proviendrait d'une intervention financière mettant en jeau des fonds publics et qui excéderait le montant minimum de 5.000.000 d'unités de compte prévu à l' Article 7, l'application de ces mesures, quelle que soit leur forme, pourrait être soumise à des conditions particulières dérogeant aux dispositions de la présente Convention.

Article 16

Les dispositions prises par le Comité de Direction en vertu de l'Article 1 (a) ((ii), 1 (a) (iii) et 1 (b), sont adoptées par accord mutuel des membres représentant les Parties Contractantes.

Article 17

Tout différend entre deux ou plusieurs Parties Contractantes relatif à l'interprétation ou à l'application de la présente Convention sera examiné par le Comité de Direction et à dèfaut de solution amiable soumis à la demande d'une Partie Contractante intéressé, au Tribunal créé par la Clnvention en date du 20 décembre 1957 sur l'Etablissement d'un Controle de Sécurité dans le Domaine de l'Energie Nucléaire.

Article 18

a) Des réserves portant sur une ou plusieurs dispositions de la présente Convention peuvent être formulées à tout moment avant la ratification ou l'adhésion à la présente Convention, ou avant la notification faite en vertu de l'Article 23 en ce qui concerne le ou les territoires visés par cette notification ; ces réserves ne sont recevables que si leurs termes ont été expressément acceptés par les Signataires.

b) Toutefois, l'acception d'un Signataire n'est pas requise, si celui - ci n'a pas lui - même ratifié la Convention dans un délai de douze mois à partir de la date où la notification de la réserve lui a été communiquée par le Secrétaire général de l'Organisation, conformément à l'Article 24.

c) Toute réserve acceptée conformément au présent Article peut être retirée à tout moment par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

Article 19

a) La présente Convention sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation.

b) La présente Convention entrera en vigueur dès que cinq au moins des Signataires auront déposé leur instrument de ratidification. Pour tout Signataire qui la ratifiera ultérieurement, la présente Convention entrera en vigueur dès qu'il aura déposé son instrument de ratification.

Article 20

Les modifications à la présente Convention seront adoptées par accord mutuel de toutes les parties Contractantes. Elles entreront en vigueur lorsqu'elles auront été ratifiées ou conformées par les deux tiers des Parties Contractantes. Pour toutes Parties Contractantes que les ratifieront ou confirmeront ultérieurement, les modifications entreront en vigueur à la date de cette ratification ou confirmation.

Article 21

a) Tout Gouvernement d'un pays membre ou associé de l'Organisation, non Signataire de la présente Convention, pourra y adhérer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation.

b) Tout Gouvernement d'un autre pays non Signataire de la présente Convention pourra y adhérer par notification adresée au Secrétaire général de l'Organisation et avec l'accord unanime des Parties Contractantes, l'adhésion prendra effet à la date de cet accord.

Article 22

a) La présente Convention est conclue pour une durée de dix ans à compter de la date de son entrée en vigueur. Toute Partie Contractante pourra mettre fin en ce qui la concerne à l'application de la présente Convention au terme de ce délai en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

b) La présente Convention restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans, vis - à - vis des

Parties Contractantes qui n'auront pas mis fin à son application conformément au paragraphe (a) du présent Article et ultérieurement, par périodes successives de cinq ans, vis - à - vis des Parties Contractantes qui n'y auront pas mis fin au terme de l'une de ces périodes, en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

c) Une conférence sera convoquée par le Secrétaire général de l'Organisation pour examiner la révision de la présente Convention, au terme de la période de cinq ans qui suivra la date de son entrée en vigueur ou, à tout autre moment, à la demande d'une Partie Contractante, dans un délai de six mois à compter de cette demande.

Article 23

a) La présente Convention s'applique aux territoires métropolitains des Parties Contractantes.

b) Tout Signataire ou Partie Contractante peut, au moment de la signature ou de la ratification de la présente Convention ou de son adhésion à la présente Convention, ou ultérieurement à tout moment, indiquer par notification adressée au Secrétaire général de l'Organisation que la présente Convéntion s'applique à ceux de ces territoires, y compris les territoires pour lesquels la Partie Contractante est responsable dans les relations internationales, auxquels elle n'est pas applicable en vertu du paragraphe (a) du présent Article et qui sont désignés dans la notification. Une telle notification peut, en ce qui concerne tout territoire qui y est désigné, être retirée en donnant un préavis d'un an à cet effet au Secrétaire général de l'Organisation.

c) Les territoires d'une Partie Contractante, y compris ceux pour lesquels elle est responsable dans les relations internationales, auxquels la présente Convention ne s'applique, pas, sont considérés aux fins de ladite Convention comme territoires d'un Etat non - contractant.

Article 24

Le Secrétaire général de l'Organisation donnera communication à tous les Signataires et Gouvernements ayant adtérés â la Convetion de la réceptiou des instruments de ratification, d'adhésion et de retrait, ainsi que des notifications faites en vertu de l'Article 23 et des décisions prises par le Comité de Direction en vertu de l'Article 1 (a) (ii), 1 (a) (iii) et 1 (b). Il leur notifiera également la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention, le texte des modifications adoptées et la date de l'entrée en vigueur desdites modifications, ainsi que les réserves faites conformément à l'Article 18.

ANNEXE 1

Les reserves suivantes ont été acceptées à la date de la signature de la présente Convention.

1. Article 6 (a) :

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, du Gouvernement de la Répuplique d' Autriche et du Gouvernement du Royaume de Grèce.

Réserve du droit de laisser subsister, par une disposition de la législation nationale, la responsabilité d'une personne autre que l'exploitant, à condition que cette personne soit entièrement couverte, mêmeen cas d'action mal fondée, par une assurance ou une autre garantie financière obtenue par l'exploitant.

2. Article 6 (b) et (c) :

Réserve du Gouvernement de la République d'Autriche, du Gouvernement du Royaume de Grèce, du Gouvernement du Royaume de Norvège et du Gouvernement du Royaume de Suède.

Réserve du droit de considérer leurs lois nationales comportant des dispositions équivalentes à celles des accords internationaux visés à l'Article 6 (b) comme des accords internationaux aux fins de l'Article 6 (b) et (c).

Article 7 :

Réserve du Gouvernement du Royaume - Uni de grande - Bretagne et d'Irlande du Nord.

Réserve du droit d'appliquer, en ce qui concerne les exploitants des installations nucléaires situées sur le territoire du Royaume - Uni autres que les Départements Gouvernementaux et l'Atomic Energy Authority, les paragraphes (a), (b) et (c) de l'Article 7

i) comme si les paragraphes (a) et (b) de l'article 7 prévoyaient qu'un montant de 14.000.000 d'unités de compte doit être disponible pour l'indemnisation des dommages dont un exploitant est responsable aux termes de la Convention et qui seraient causés par des accidents nucléaires survenant au cours de la période pendant laquelle l'exploitant est tenu d' avoir et de maintenir une assurance ou autre garantie financière pour son installation conformément au droit du Royaume - Uni ;

ii) comme si le paragraphe (c) de l'Article 7 disposait qu'en ce qui concerne les dommages visés au paragraphe (i) ci - dessus, un montant de 5.000.000 d'unités de compte doit être disponible pour l'indemnisation des dommages autres que ceux causés au moyen de transport ; et

iii) comme si les paragraphes (a) et (b) de l'Article 7 prévoyaient que tout versement dépassant ledit montant de 14.000.000 d'unités de compte sera, sans préjudice de l'application de l'Article 15 (b), subordonné à l'adoption par le Parlemant de dispositions permettant d'allouer des fonds supplémentaires.

4. Article 19 :

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagnc, du Gouvernement de la République d'Autriche, et du Gouvernement du Royaume de Grèce.

Réserve du droit de considérer la ratification de la présente Convention comme entraînant l'obligation conformément au droit international de prendre dans l'ordre interne des dispositions relatives à la responsabilité civile dans le domaine de l'énergie nucléaire conformes aux dispositions de la présente Convention.

ANNEXE II

Cette Convention ne peut être interprétée comme privant une Partie Contractante sur le territoire de laquelle des dommages auront été causés par un accident nucléaire survenu sur le territoire d'une autre partie Contractante, des recours qui pourraient lui être ouverts en application du droit international.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas de la présente Convention.

FAIT à Paris, le 29 juillet 1960, en francais, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien et en neerlandais, en un seul exemplaire qui restera déposé auprès du Secrétaire général de l'Organisation Européenne de Coopération Economique qui en communiquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires.

Ὁ Διευθυντὴς καὶ ἀ.α.
Δ. Ι. ΤΣΑΛΗΣ
Γραμματεὺς Πρεσβείας Α'

PROTOCOLE ADDITIONNEL A LA CONVENTION SUR LA RESPαNSABILITÉ CIVILE DANS LE DOMAINE DE L'ENERGIE NUCLÉAIRE DU 29 JUILLET 1960

(Signé à Paris le 28 Janvier 1964).

PREAMBULE

LES GOUVERNEMENTS de la République Fédérale d'Allemagne, de la République d'Autriche, du Royaume de Belgique, du Royaume de Danemark, de l'Espagne, de la Répuplique Française, du Royaume de Gréce, de la Répuplique Italienne, du Grand Duché de Luxembourg, du Royaume de Norvége, du Royaume des Pays - Bas, de la Répuplique Portugaise, du Royaume - Uni de Grande - Bretagne et d'Irlande du Nord, du Royaume de Suède, de la Confédération Suisse et de la République Turque, Signataires de la Convention sur la Responsabilité Civile dans le Domaine de l'Energie Nucléaire du 29 juillet 1960 conclue à Paris dans le cadre de l'Agence Européenne pour l'Energie Nucléaire de l'Organisation Européenne de Coopération Economique, devenue l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques :

CONSIDERANT que les Signataires étaient représentés à une Conférence Internationale qui s'est tenue à Vienne sous l'égide de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique du 29 avril au 19 mai 1963 au cours de laquelle une Convention Internationale relative à la Responsabilité Civile en Matière de Dommages Nucléaires à été adoptée ;

AYANT PRIS NOTE qu'en vertu de son Article XVII, ladite Convention ne porte pas atteinte à l'application de la Convention de Paris en ce qui concerne les Parties à cette Convention ;

DESIREUX toutefois d'éviter dans la mesure du possible un conflit éventuel entre les deux Conventions, en vue de permettre de devenir Parties aux deux Conventions s'ils le souhaitent ;

SONT CONVENUS de ce qui suit :

I

La Convention sur la Résponsabilité Civile dans le Domaine de l'Energie Nucléaire du 29 juillet 1960 est modifiée comme suit :

A. Le dernier paragraphe du préambule est remplacé par le texte suivant :

CONVAINCUS de la nécessité d'unifier les règles fondamentales applicables dans les différents pays à la responsabilité découlant de ces dommages, tout en laissant à ces pays la possibilité de prendre, sur le plan national, les mesures complémentaires qu'ils estimeraient nécessaires et éventuellement d'étendre les dispositions de la présente Convention aux dommagea résultant d'accidents dus à des radiations ionisantes qu'elle ne couvre pas ;

B. L'Article 2 est remplacé par le texte suivant :

Article 2

La présente Convention ne s'applique ni aux accidents nucléaires survenus sur le territoire d'Etats non contractant ni aux dommages subis sur ces territoires, sauf si la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable en dispose autrement, sans préjudice toutefois des droits prévus à l'Article 6 (e).

C. L'Article 3 est remplacé par le texte suivant :

Article 3

a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable conformément à la présente Convention :

i) de tout dommage aux personnes ; et

ii) de tout dommage aux biens, à l'exclusion

1) de l'installation nucléaire elle - même et des biens qui se trouvent sur le site de cette installation et qui sont ou doivent être utilisés en rapport avec elle ;

2) dans les cas prévus à l'Article 4, du moyen de transport sur lequel les substances nucléaires en cause se trouvent au moment de l'accident nucléaire,

s'il est établi que ce dommage (appeté ci - aprés le «dommage») est causé par un accident nucléaire mettant en jeu soit des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs détenus dans cette installat on, soit des substances nucleaires provenant de cette installation sous réserve des dispositions de l'Article 4.

b) Lorsque des dommages sont causés conjointement par un accident nucléaire et un accident autre qu'un accident nucléaire, le dommage causé par ce second accident, dans la mesure où on ne peut le séparer avec certitude du dommage causé par l'accident nucléaire, est considéré comme un dommage causé par l'accident nucléaire. Lorsque le dommage est causé conjointement par unaccident nucléaire et par une émission de radiations ionisantes qui n'est pas visée par la présente Convention, aucune disposition de la présente Convention ne limite ni n'affecte autrement la responsabilité de toute personne en ce qui concerne cette émission de radiations ionisantes.

c) Une Partie Contractante peut prévoir dans sa législation que la responsabilité de l'exploitant d'une installation nucléaire située sur son territoire comprend tout dommage qui provient ou résulte de rayonnements ionisants émis par une source quelconque de rayonnements se trouvant dans cette installation nucléaire, autre que les sources dont il est fait mention au paragraphe (a) du présent Article.

D L'Article 4 est remplacé par le texte suivant :

Article 4

Dans le cas de transport de substances nucléaires, y compris le stockage en cours de transport, et sans préjudice de l'Article 2 :

a) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires transportées en provenance de cette installation, à condition que l'accident survienne :

1) avant que la responsabilité des accidents nucléaires causés par les substances nucléaires n'ait été assumée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire ;

ii) à défaut de dispositions expresses d'un tel contrat, avant que l'exploitant d'une autre installation nucléaire n'ait pris en charge les substances nucléaires ;

iii) si les substances nucléaires sont destinées à un réacteur faisant partie d'un moyen de transport, avant que la personne dûment autorisée à exploiter ce réacteur n'ait pris en charge les substances nucléaires ;

iv) si les substances nucléaires ont été envoyées à une personne se trouvant sur le territoire d'un Etat non - Contractant, avant qu'elles n'aient été déchargées du moyen de transport par lequel elles sont parvenues sur le territoire de cet Etat non - Contractant ;

b) L'exploitant d'une installation nucléaire est responsable de tout dommage, conformément à la présente Convention, s'il est établi qu'il est causé par un accident nucléaire survenu hors de cette installation et mettant en jeu des substances nucléaires au

cours de transports à destination de cette installation, à condition que l'accident survienne ;

1) aprés que la responsabilité des accidents nucléaires causés par les substances nucléaires lui aura été transférée, aux termes d'un contrat écrit, par l'exploitant d'une autre installation nucléaire ;

ii) à défaut de dispositions expresses d'un contrat écrit, aprés qu'il aura pris en charge les substances nucléaires ;

iii) aprés qu'il aura pris en charge les substances nucléaires provenant de la personne exploitant un réacteur faisant partie d'un moyen de transport ;

iv) si les substances nucléaires ont été envoyées, avec le consentement par écrit de l'exploitant, par une personne se trouvant sur le territoire d'un Etat non - Contractant, aprés qu'elles auront été chargées sur le moyen de transport par lequell elles doivent quitter le territoire de cet Etat non - Contractant.

c) L'exploitant responsable conformément à la présente Convention doit remettre au transporteur un certificat délivré par ou pour le compte de l'assureur ou de toute autre personne ayant accordé une garantie financière conformément à l'Article 10. Le certificat doit énoncer le nom et l'adresse de cet exploitant ainsi que le montant, le type et la durée de la garatie. Les faits énoncés dans le certificat ne peuvent être contestés par la personne par laquelle ou pour le compte de laquelle il à été délivré. Le certificat doit également désigner les substances nucléaires et l'itinéraire couverts par la garantie et comporter une déclaration de l'autorité puplique compétente que la personne visée est un exploitant au sens de la présente Convention.

d) La légistation d'une Partie Contractante peut prévoir qu'à des conditions qu'elle détermine, un transporteur peut être substitué, en ce qui concerne la responsabilité prévue par la présente Convention, à un exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie Contractante, par décision de l'autorité publique compétente, à la demande du transporteur et avec l'accord de l'exploitant, si les conditions requises à l'Article 10 (a) sont remplies. Dans ce cas, le transporteur est considéré, aux fins de la présente Convention, pour les accidents nucléaires survenus en cours de transport de substances nucléaires, comme exploitant d'une installation nucléaire située sur le territoire de ladite Partie Contractante.

E. L'Article 5 est remplacé par le texte suivant :

Article 5

a) Si les combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus successivement dans plusieurs installations nucléaires et sont détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucun exploitant d'une installation dans laquelle ils ont été détenus antérierement n'est responsable du dommage.

b) Toutefois. si un dommage est causé par un accident nucléaire survenu dans une installation nucléaire et ne mettant en cause que des substances nucléaires qui y sont stockées en cours de transport, l' exploitant de cette installation n'est pas responsable lorsqu'un autre exploitant ou une autre personne est responsable en vertu de l'Atricle 4.

c) Si les combustibles nuncléaires, produits ou déchets radioactifs mis en jeu dans un accident nucléaire ont été détenus dans plusieurs installations nucléaires et ne sont pas détenus dans une installation nucléaire au moment où le dommage est causé, aucun exploitant autre que l'exploitant de la dernière installation nucléaire dans laquelle ils ont été détenus avant que le dommage ait été causé ou que l'exploitant qui les a pris en charge ultérieurement, n'est responsable du dommage.

d) Si le dommage implique la responsabilité de plusieurs exploitants conformément à la présente Convention, leur responsabilité est solidaire et cumulative ; toutefois, lorsqu'une telle responsabilité résulte du dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des substances nucléaires en cours de transport, soit dans un seul et même moyen de transport, soit, en cas de stockage en cours de transport, dans une seule et même installation nucléaire, le montant total maximum de la responsabilité desdits exploitants est égal au montant le plus élévé fixé pour un des exploitants conformément à l'Article 7. En aucun cas, la responsabilité d'un exploitant résultant d'un accident nucléaire ne peut dépasser le montant fixé, en ce qui le concerne, à l'Article 7.

F. L'Article 6 est remplacé par le rexte suivant :

Article 6

a) Le droit à réparation pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut être exercé que contre un exploitant responsable de ce dommage conformément à la présente Convention ; il peut également être exercé contre l'assureur ou contre toute autre personne ayant accordé une garantie finacière à l'exploitant conformément à l'Article 10, si un droit d'action directe contre l'assureur ou toute personne ayant accordé une garantie financière est prévu par le droit national.

b) Sous réserve des dispositions du présent Article, aucune autre personne n'est tenue de réparer un dommage causé par un accident nucléaire ; toutefois, cette disposition ne peut affecter l'application des accords internationaux dans le domaine des transports qui sont en vigueur ou ouverts à la signature, à la ratification ou à l'adhésion, à la date de la présente Convention.

c) (i) Aucune disposition de la présente Convention n'affecte la responsabilité

1) de toute personne physique qui, par un acte ou une omission procédant de l'intention de causer un dommage, a causé un dommage résultant d'un accident nucléaire dont l' exploitant, conformément à l'Article 3 (a) (ii) (1) et (2) ou à l'Article 9, n' est pas responsable en vertu de la présente Convention ;

2) de la presonne dûment autorisée à exploiter un réacteur faisant partie d'un moyen de transport pour un dommage causé par un accident nucléaire, lorsqu'un exploitant n'est pas responsable de ce dommage en vertu de l'Article 4 (a) (iii) ou (b) (iii).

ii) L'exploitant ne peut être rendu responsable, en dehors de la présente Convention, d'un dommage causé par un accident nucléaire, sauf lorsqu'il n'est pas fait usage de l'Article 7 (c), et alors seulement dans la mesure où des dispositions particulières ont été prises en ce qui concerne le dommage au moyen de transport, soit dans la législation nationale, soit dans la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire.

d) Toute personne qui a réparé un dommage causé par un accident nucléaire en vertu d'un accord international visé au paragraphe (b) du présent Article ou en vertu de la législation d'un Etat non - Contractant acquiert par subrogation, à concurrence de la somme versée, les droits dont la personne ainsi indemnisée aurait bénéficié en vertu de la présente Convention.

e) Toute personne ayant son lieu principal d'exploitation sur le territoire d'une Partie Contractante, ou

ses préposés, qui ont réparé un dommage nucléaire causé par un accident nucléaire survenu sur le territoire d'un Etat non - Contractant ou un dommage subi sur ce territoire, acquièrent, à concurrence de la somme versée, les droits dont la personne ainsi indemnisée aurait bénéficié en l'absence de l'Article 2.

f) L'exploitant n'a un droit de recours que

i) si le dommage résulte d'un acte ou d'une omission procédant de l'intention de causer un dommage, contre la personne physique auteur de l'acte ou de l' omission intentionnelle ;

ii) si et dans la mesure où le recours est prévu expressément par contrat.

g) Pour autant que l'exploitant ait un droit de recours contre une personne en vertu du paragraphe (f) du présent Article, ladite personne ne peut avoir un droit contre l'exploitant en vertu des paragraphes (d) ou (e) du présent Article.

h) Si la réparation du dommage met en jeu un régime national ou public d'assurance médicale, de sécurité sociale ou de reparation des accidents du travail et maladies professionnelles, les droits des bénéficiaires de ce régime et les recours éventuels pouvant être exercés contre l'exploitant sont réglés par la loi de la Partie Contractante ou les réglements de l'organisation intergouvernementale ayant établi ce régime.

G. L'Article 7 est remplacé par lé texte suivant :

Article 7

a) Le total des indemnités payables pour un dommage causé par un accident nucléaire ne peut dépasser le montant maximum de la responsabilité, fixé conformément au présent. Article

b) Le montant maximum de la responsabilité de l' exploitant pour les dommages causés par un accident nucléaire est fixé à 15.000.000 d'unités de compte de l'Accord Monétaire Européen, telle qu'elles sont définies à la date de la présente Convention (appelées ci - après «unités de compte»). Toutefois, un autre montant plus ou moins élevé peut être fixé par la législation d'une Partie Contractante, compte tenu de la possibilité pour l'exploitant d'obtenir l'assurance ou une autre garantie financière requise à l'Article 10, sans toutefois que le montant ainsi fixé puisse être inférieur à 5.000.000 d'unités de compte. Les montants prévus au présent paragraphe peuvent être convertis en monnaie nationale en chiffres ronds.

c) L'exception résultant de l'alinéa (a) (ii) (2) de l'Article 3 peut être écartée par la législation d'une Partie Contractante, à condition qu'en aucum cas l'inclusion des dommages au mogen de transport n' ait pour effet de réduire la responsabilité de l'exploitant pour les autres dommages à un montant inférieur à 5.000.000 d'unités de compte.

d) Le montant fixé en vertu du paragraphe (b) du présent Article pour la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire d'une Partie Contractante ainsi que les dispositions de la législation d'une Partie Contractante prise en vertu du paragraphe (c) du présent Article, s'appliquent à la responsabilité desdits exploitants quel que soit le lieu de l'accident nucléaire.

e) Une Partie Contractante peut subordonner le transit de substances nucléaires à travers son territoire, à la condition que le montant maximum de la responsabilité de l'exploitant étranger en cause soit augmenté, si elle estime que ledit montant ne couvre pas d'une manière adéquate les risques d'un accident nucléaire au cours de ce transit. Toutefois, le montant maximum ainsi augmenté ne peut excéder le montant maximum de la responsabilité des exploitants d'installations nucléaires situées sur le territoire de cette Partie Contractante.

f) Les dispositions du paragraphe (e) du présent Article ne s'appliquent pas

i) au transport par mer losqu'il y a, en vertu du droit international, un droit de refuge dans les ports de ladite Partie Contractante, par suite d'un danger imminent, ou un droit de passage inoffensif à travers son territoire ;

ii) au transport par air lorsqu'il y a, en vertu d'un accord ou du droit international, un droit de survol du territoire ou d'atterissage sur le territoire de ladite Partie Contractancte.

g) Les intérêts et dépens liquidés par le Tribunal saisi d'une action en réparation en vertu de la présente Convention ne sont pas considérés comme des indemnités au sens de la présente Convention et sont dus par l'exploitant en sus du montant des réparations qui peuvent être dues en vertu du présent Article.

H. L'Article 8 est remplacé par le texte suivant :

Article 8

a) Les actions en réparation, en vertu de la présente Convention, doivent être intentées sous peine de déchéance, dans le délai de dix ans à compter de l'accident nucléaire. Toutefois, la législation nationale peut fixer un délai de déchéance supérieur à dix ans, si la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située l'installation nucléaire dont l'exploitant est responsable prévoit des mesures pour couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites aprés l'expiration du délai de dix ans et pendant la période de prolongation de ce délai. Toutefois, cette prolongation du délai de déchéance ne peut porter atteinte en aucun cas aux droits à réparation en vertu de la présente Convention des personnes ayant intenté contre l'exploitant une action du fait de décés ou de dommages aux personnes avant l'expiration dudit délai de dix ans.

b) Dans le cas de dommage causé par un accident nucléaire mettant en jeu des combustibles nucléaires, produits ou déchets radioactifs qui étaient, au moment de l'accident, volés, perdus, jetés par - dessus bord ou abandonnés et n'avaient pas été récupérés, le délai visé au paragraphe (a) de cet Article est calculé à partir de la date de cet accident nucléaire. mais il ne peut en aucun cas être supérieur à vingt ans à compter de la date du vol, de la perte, du jet par - dessus bord ou de l'abandon.

c) La législation nationale peut fixer un délai de déchéance ou de prescription de deux ans au moins, soit à compter du moment où le lésé a eu connaissance du dommage et de l'exploitant responsable, soit à compter du moment où il a dû raisonnablement en avoir connaissance, sans que le délai établi en vertu des paragraphes (a) et (b) de cet Article puisse être dépassé.

d) Dans les cas prévus à l'Article 13 (c) (ii), il n'y a pas de déchéance de l'action en réparation si, dans le délai prevu au paragraphe (a) du présent Article,

i) une action a été intentée, avant que le Tribunal visé à l'Article 17 n'ait pris une décision, devant l'un des tribunaux entre lesquels ledit Tuibunal peut choisir ; si le Tribunal désigne comme tribunal compétent, un autre tribunal que celui devant lequel l'action a déjà été intentée, il peut fixer un délai dans lequel l'action doit être intentée devant le tribunal compétent ainsi désigné ;

ii) une demande a été introduite auprès d'une Partie Contractante intéressée en vue de la désignation du tribunal compétent par le Tribunal conformément à l'Article 13 (c) (ii), à condition qu'une action soit intentée après cette désignation dans le délai qui serait fixé par ledit Tribunal.

e) Sauf disposition contraire du droit national, une personne ayant subi un dommage causé par un accident nucléaire qui a intenté une action en réparation dans le délai prévu au présent Article peut présenter une demande complémentaire en cas d'aggravation du dommage après l'expiration de ce delai, tant qu'un jugement définitif n'est pas intervenu.

I. L'Article 9 est remplacé par le texte suivant :

Article 9

L'exploitant n'est pas responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile, d'insurrection ou, sauf disposition contraire de la législation de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est située son installation nucléaire, à des cataclysmes naturels de caractére exceptionnel.

j. L'Article 13 est remplacé par le texte suivant :

Article 13

a) Sauf dans les cas où le présent Article en dispose autrement, les tribunaux de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle l'accident nucléaire est survenu, sont seuls compétents pour statuer sur les actions introduites en vertu des Articles 3, 4, 6 (a) et 6 (c).

b) Lorsqu'un accident nucléaire survient hors des territoires des Parties Contractantes, ou que le lieu de l'accident nucléaire ne peut être déterminé avec certitude, les tribunaux de la Partie Contractante sur le territoire de laquelle est situé l'installation nucléaire dont l' exploitant est responsable sont seuls compétents.

c) Lorsqu'en vertu des paragraphes (a) ou (b) du présent Article les tribunaux de plusieurs Parties Centractantes sont compétents, la compétence es tattribuée

i) si l'accident nucléaire est survenu en partie en dehors du territoire de toute Partie Centractante et en partie sur le territoire d'une seule Partie Contractante, aux tribunaux de cette dernièree ;

ii) dans tout autre cas, aux tribunaux de la Partie Contractante désignée, à la demande d'une Partie Contractante désignée, à la domande d'une Partie Contractante intéressée, par le Tribunal visé à l'Article 17, comme étant la plus directement liée à l'affaire.

d) Lorsque les jugements prononcés contradictoirement ou par défaut par le tribunal compétent en vertu des dispositions du présent Article sont exécutoires d'aprés les lois appliquées par ce tribunal, ils deviennent exécutoires sur le territoire de toute autre Partie Contractante dès l'accomplissement des formalités prescrites par la Partie Contractante intéressée. Aucun nouvel examen du fond de l'affaire n'est admis. Cette disposition ne s'applique pas aux jugements qui ne sont exécutoires que provisoirement.

e) Si une action en réparation est intentée contre une Partie Contrectante en vertu de la Présente Convention, ladite Partie Contractante ne peut invoquer son immunité de juridiction devant le tribunal competent en vertu du présent Article, sauf en ce qui concerne les mesures d'exécution.

K. L'Annexe I est remplacée par le texte suivant :

ANNEXE I

Les réserves suivantes ont été acceptées soit à la date de la signature de la Convention, soit à la date de la signature du Protocole Additionnel.

1. Article 6 (a) ét (c) (i) :

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, du Couvernement de la République d'Autriche et du Gouvernement du Royaume de Grèce.

Réserve du droit de laisser subsister, par une disposition de la législation nationale, la responsabilité d'une personne autre que l'exploitant, à condition que cette personne soit entièrement couverte, même en cas d'action mal fondée, soit par une assurance ou une autre garantie financière obtenue par l'exploitant, soit au moyen des fonds publics.

2. Article 6 (b) et (d) :

Réserve du Couvernement de la République d'Autriche, du Gouvernement du Royaume de Grèce, du Gouvernement du Royaume de Norvège et du Gouvernement du Royaume de Suède.

Réserve du droit de considérer leurs lois nationales comportant des dispositions équivalentes à celles des accords internationaux visés à l'Article 6 (b) comme des accords internationaux aux fins de l'Article 6 (b) et (d).

3. Article 8 (a) :

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne et du Gouvernement de la République d'Autriche.

Réserve du droit d'établir, en ce qui concerne les accidents nucléaires survenant respectivement dans la République Fédérale d'Allemagne et dans la République d'Autriche, un délai de déchéance supérieur à dix ans, si des mesures ont été prévues pour couvrir la responsabilité de l'exploitant à l'égard des actions en réparation introduites aprés l'expiration du délai de dix ans et pendant la période de prolongation de ce délai.

4. Article 9 :

Réserve du Gouvernement de la Republique Fédérale d'Allemagne et du Gouvernement de la République d'Autriche.

Réserve du droit de prevoir, en ce qui concerne les accidents nucléaires survenant respectivement dans la République Fédérale d'Allemagne et dans la République d'Autriche, que l'exploitant est responsable des dommages causés par un accident nucléaire si cet accident est dû directement à des actes de conflit armé, d'hostilités, de guerre civile, d'insurrection ou à des cataclysmes naturels de caractère exceptionnel.

5. Article 19 :

Réserve du Gouvernement de la République Fédérale d'Allemagne, du Gouvernement de la République d'Autriche et du Gouvernement du Royaume de Grèce.

Réserve du droit de considérer la ratification de la présente Convention comme entraînant l'obligation conformément au droit international de prendre dans l'ordre interne des dispositions relatives à la responsabilité civile dans le domaine de l'energie nucléaire conformes aux dispositions de la presente Convention.

II

a) Les dispositions du présent Protocole Additionnel font partie intégrante de la Convention sur la Responsabilité Civile dans le Domaine de l'Energie Nucléaire du 29 juillet 1960 (appelée ci - après la «Convention»).

b) Le présent Protocole Additionnel sera ratifié ou confirmé. Les instruments de ratification du présent

Protocole Additionnel seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques ; le cas échéant, la confirmation du présent Protocole Additionnel lui sera notifiée.

c) Les Signataires du présent Protocole Additionnel qui ont déjà ratifié la Convention, s'engagent à ratifier ou à confirmer aussitôt que possible le présent Protocole Additionnel. Les autres Signataires du présent Protocole Additionnel s'engagent à le ratifier ou à le confirmer en même temps qu'ils ratifieront la Convention. Aucune adhésion à la Convention ne sera reçue si elle n'est accompagnée d'une adhésion au présent Protocole Additionnel.

d) Le Secrétaire Général de l'Organisation donnera communication à tous les Signataires, ainsi qu'aux Gouvernements ayant adhéré à la Convention, de la réception des instruments de ratification et de la notification des confirmations.

e) Pour le calcul du nombre des ratifications prévu à l'Article 19 (b) de la Convention pour son entrée en vigueur, il ne sera tenu compte que des Signataires qui auront ratifié la Convention et ratifié ou confirmé le présent Protocole Additionnel.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment habilités, ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

FAIT à Paris le 28 janvier 1964, en français, en anglais, en allemand, en espagnol, en italien et en néerlandais, en un seul exemplaire qui restera déposé auprés du Secrétaire Général de l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques qui en communuquera une copie certifiée conforme à tous les Signataires.

Ὅ,τι ἀκριβὲς ἀντίγραφον
Ὁ Διευθυντὴς κ.ἀ.α.

Δ. Ι. ΤΣΑΛΗΣ
Γραμματεὺς Πρεσβείας Α'

ΣΥΜΒΑΣΙΣ

ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΑΣΤΙΚΗΣ ΕΥΘΥΝΗΣ ΕΙΣ ΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΗΣ ΠΥΡΗΝΙΚΗΣ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ

Αἱ κυβερνήσεις τῆς Ὁμοσπόνδου Γερμανικῆς Δημοκρατίας, τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας, τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου, τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας, τῆς Ἱσπανίας, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας, τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Πορτογαλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου τῆς Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας, τῆς Ἑλβετικῆς Συνομοσπονδίας καὶ τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας.

Θεωροῦσαι ὅτι ὁ Εὐρωπαϊκὸς Ὀργανισμὸς Πυρηνικῆς Ἐνεργείας, ὁ ἱδρυθεὶς ἐν τῷ πλαισίῳ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας (κατωτέρω καλούμενος ὁ «Ὀργανισμός»), ἔχει ἐπιφορτισθῆ μὲ τὴν προώθησιν τῆς ἐπεξεργασίας καὶ ἐναρμονίσεως τῶν ἀναγομένων εἰς τὴν πυρηνικὴν ἐνέργειαν νομοθεσιῶν τῶν συμμετεχουσῶν χωρῶν, ἰδίᾳ καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὸ καθεστὼς τῆς ἀστικῆς εὐθύνης καὶ τῆς ἀσφαλίσεως τῶν ἐκ τῆς ἀτομικῆς ἐνεργείας κινδύνων.

Διατεθειμέναι ὅπως ἐξασφαλίσωσιν ὁλοσχερῆ καὶ εὐθύδικον ἐπανόρθωσιν εἰς τὰ θύματα τῶν προκαλουμένων ἐκ πυρηνικῶν ἀτυχημάτων ζημιῶν λαμβάνουσαι ἐν ταὐτῷ τὰ ἀναγκαῖα μέτρα πρὸς ἀποφυγὴν παρεμποδίσεως τῆς ἀναπτύξεως τῆς παραγωγῆς καὶ χρησιμοποιήσεως τῆς πυρηνικῆς ἐνεργείας δι' εἰρηνικοὺς σκοπούς.

Πεπεισμέναι περὶ τῆς ἀνάγκης ἑνοποιήσεως τῶν βασικῶν κανόνων οἵτινες ἐφαρμόζονται εἰς τὰς διαφόρους χώρας ἐπὶ τῆς προκυπτούσης ἐκ τῶν ἐν λόγῳ ζημιῶν εὐθύνης, παρεχομένης εἰς τὰς χώρας ταύτας τῆς δυνατότητος λήψεως, ἐπὶ ἐθνικοῦ ἐπιπέδου, πάντων τῶν συμπληρωματικῶν μέτρων ἅτινα ἤθελον αὗται κρίνει ἀναγκαῖα ἐνδεχομένως δὲ καὶ ἐπεκτάσεως τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπὶ ζημιῶν προκυπτουσῶν ἐκ πυρηνικῶν ἀτυχημάτων μὴ καλυπτομένων ὑπ' αὐτῆς, συνεφωνήθησαν τὰ κάτωθι:

Ἄρθρον 1.

α) Ἐν τῇ ἐννοίᾳ τῆς παρούσης Συμβάσεως:

Ι) «Πυρηνικὸν ἀτύχημα» σημαίνει, πᾶν γεγονὸς ἢ διαδοχὴν γεγονότων, τῆς αὐτῆς προελεύσεως, προκαλέσαντα ζημίας, ἐφ' ὅσαν τὸ γεγονὸς τοῦτο ἢ ἡ διαδοχὴ γεγονότων ἢ τινὲς τῶν προκληθεισῶν ζημιῶν προέρχονται ἢ προκύπτουσιν ἐκ ραδιενεργῶν ἰδιοτήτων, ἢ ἐκ συνδυασμοῦ ραδιενεργῶν ἰδιοτήτων, μετὰ τοξικῶν, ἐκρηκτικῶν ἢ ἑτέρων ἐπικινδύνων ἰδιοτήτων, τῶν πυρηνικῶν καυσίμων ἢ τῶν ραδιενεργῶν προϊόντων ἢ τῶν καταλοίπων.

ΙΙ) «Πυρηνικὴ ἐγκατάστασις» σημαίνει, πυρηνικοὺς ἀντιδραστῆρας, ἐξαιρουμένων τῶν ἀποτελούντων ἐξάρτημα οἱουδήποτε μεταφορικοῦ μέσου, ἐργοστάσια ἐπεξεργασίας ἢ βιομηχανικῆς παραγωγῆς πυρηνικῶν ὑλῶν, ἐργοστάσια διαχωρισμοῦ ἰσοτόπων τῶν πυρηνικῶν καυσίμων, ἐργοστάσια ἐπεξεργασίας ἀκτινοβοληθέντων πυρηνικῶν καυσίμων, ἐγκαταστάσεις ἐναποθηκεύσεως πυρηνικῶν ὑλῶν, ἐξαιρουμένης τῆς ἐναποθηκεύσεως τῶν ὑλῶν αὐτῶν κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταφορᾶς των, ὡς καὶ πᾶσαν ἑτέραν ἐγκατάστασιν εἰς ἣν ὑρίστανται πυρηνικὰ καύσιμα ἢ ραδιενεργὰ προϊόντα ἢ κατάλοιπα, ἣν μελλοντικῶς ἤθελεν καθορίσει, ὡς τοιαύτην, ἡ Διευθύνουσα Ἐπιτροπὴ τοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὀργανισμοῦ Πυρηνικῆς Ἐνεργείας (ἐφεξῆς ἐν τῇ παρούσῃ καλουμένης «Διευθύνουσα Ἐπιτροπή»).

ΙΙΙ) «Πυρηνικὸν καύσιμον» σημαίνει, σχάσιμον ὑλικόν, ὑπὸ μορφὴν μετάλλου Οὐρανίου, κράματος ἢ χημικῆς συνθέσεως (περιλαμβανομένου καὶ τοῦ φυσικοῦ οὐρανίου), μετάλλου πλουτωνίου, κράματος ἢ χημικῆς συνθέσεως, ὡς καὶ ἕτερον σχάσιμον ὑλικόν, ὅπερ μελλοντικῶς ἤθελεν καθορίσει, ὡς τοιοῦτον, ἡ Διευθύνουσα Ἐπιτροπή.

ΙV) «Ραδιενεργὰ Προϊόντα ἢ κατάλοιπα» σημαίνει, οἱοδήποτε ραδιενεργὸν ὑλικὸν παραγόμενον ἢ καθιστάμενον ραδιενεργόν, δι' ἐκθέσεως αὐτοῦ εἰς ἀκτινοβολίας, προερχομένας ἐκ τῶν ἐργασιῶν παραγωγῆς ἢ χρησιμοποιήσεως πυρηνικῶν καυσίμων, ἐξαιρέσει ἀφ' ἑνός, τῶν πυρηνικῶν καυσίμων καὶ ἀφ' ἑτέρου, τῶν ραδιοϊσοτόπων, ἅτινα χρησιμοποιοῦνται ἢ προορίζονται πρὸς χρησιμοποίησιν, ἐκτὸς τῆς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως, διὰ βιομηχανικούς, ἐμπορικούς, ἀγροτικούς, ἰατρικοὺς ἢ ἐπιστημονικοὺς σκοπούς.

V) «Πυρηνικαὶ Ὕλαι» σημαίνει, πυρηνικὸν καύσιμον (ἐξαιρουμένου τοῦ φυσικοῦ οὐρανίου καὶ τοῦ Οὐρανίου μὲ περιεκτικότητα εἰς Οὐράνιον 235 μικροτέραν τῆς τοῦ φυσικοῦ Οὐρανίου), ὡς καὶ τὰ ραδιενεργὰ προϊόντα ἢ κατάλοιπα.

VΙ) «Ἐκμεταλλευόμενος Πυρηνικὴν Ἐγκατάστασιν» σημαίνει τὸ πρόσωπον, ὅπερ ὑπεδείχθη ἢ ἀνεγνωρίσθη, ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας Δημοσίας Ἀρχῆς, ὡς ἐκμεταλλευόμενον τὴν ἐν λόγῳ πυρηνικὴν ἐγκατάστασιν.

β) Ἡ Διευθύνουσα Ἐπιτροπὴ δύναται νὰ ἀποφασίζῃ, κατὰ πόσον κατηγορία πυρηνικῶν ἐγκαταστάσεων, πυρηνικῶν καυσίμων ἢ πυρηνικῶν ὑλῶν, ὡς ἐκ τῶν περιωρισμένων κινδύνων οὓς συνεπάγεται, θὰ ἐξαιρῆται τῆς ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 2.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν ἐφαρμόζεται, οὔτε ἐπὶ πυρηνικῶν ἀτυχημάτων ἐπισυμβαινόντων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μὴ - συμβαλλομένων Χωρῶν οὔτε ἐπὶ ζημιῶν λαβουσῶν χώραν ἐπὶ τῶν ρηθέντων ἐδαφῶν, πλὴν ἐὰν ἄλλως ὁρίζει ἡ ἐθνικὴ αὐτῶν νομοθεσία, ἄνευ βλάβης τῶν δικαιωμάτων προσφυγῆς περὶ ὧν προβλέπει τὸ ἄρθρον 6 (δ).

Ἄρθρον 3.

Ὁ Φορεὺς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμβάσει, εἶναι ὑπεύθυνος:

α) Διὰ πᾶσαν ζημίαν προσώπων, καὶ

β) Διὰ πᾶσαν ζημίαν ἀγαθῶν, ἐξαιρουμένων:

Ι) Τῶν παρ' αὐτοῦ κατεχομένων ἀγαθῶν, τῶν ὑπὸ τὴν φύλαξιν ἢ ὑπὸ τὸν ἔλεγχον αὐτοῦ ἀγαθῶν, εἰς τὸν τόπον τῆς ἐγκαταστάσεως καὶ ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἐκμετάλλευσιν ταύτης, καὶ

ΙΙ) Εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 προβλεπομένην περίπτωσιν, τοῦ μέσου μεταφορᾶς ἐπὶ τοῦ ὁποίου αἱ ἐν λόγῳ πυρηνικαὶ ὕλαι ἤθελον εὑρεθῆ κατὰ τὴν στιγμὴν τοῦ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, ἐὰν διαπιστωθῆ ὅτι ἡ ζημία αὕτη (καλουμένη κατωτέρω ἡ «ζημία») προεκλήθη ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ὀφειλομένου εἴτε εἰς πυρηνικὰ εἰς ραδιενεργὰ προϊόντα ἢ ἀπορρίμματα διατηρούμενα ἐντὸς τῆς ρηθείσης ἐγκαταστάσεως, εἴτε εἰς πυρηνικὰς ὕλας προερχομένας ἐκ τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης, ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 4.

Ἄρθρον 4.

Εἰς τὴν περίπτωσιν μεταφορᾶς πυρηνικῶν οὐσιῶν, περιλαμβανομένης τῆς ἐναποθηκεύσεως διαρκούσης τῆς μεταφορᾶς καὶ ἄνευ ἐλάσσης πρὸς τὸ ἄρθρον 2:

α) Ὁ Φορεὺς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως τυγγάνει ὑπεύθυνος διὰ πᾶσαν ζημίαν, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμβάσει, ἐὰν διαπιστωθῆ ὅτι αὕτη ἐπροξενήθη ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος ἐκτὸς τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης καὶ ἀναγομένου εἰς πυρηνικὰς οὐσίας μεταφερομένας μὲ προέλευσιν ἐκ τῆς ρηθείσης ἐγκαταστάσεως ἐφ' ὅσον τὸ ἀτύχημα ἐπῆλθε:

Ι) Πρὸ τῆς παραλαβῆς τῶν πυρηνικῶν οὐσιῶν παρ' ἄλλου Φορέως πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως, κειμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἢ

ΙΙ) Ἐὰν ὁ παραλήπτης τῆς μεταφορᾶς εὕρηται ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους, πρὸ τῆς ἐκφορτώσεως τῶν οὐσιῶν ἐκ τοῦ μεταφορικοῦ μέσου διὰ τοῦ ὁποίου αὗται ἀφίχθησαν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ἐν λόγῳ Κράτους.

β) Ὁ ἐν τῇ παραγράφῳ (α)—(Ι) τοῦ παόντος ἄρθρου ἀναφερόμενος Φορεύς, ἀφ' ἧς στιγμῆς παραλάβῃ τὰς πυρηνικὰς οὐσίας, καθίσταται ὁ ὑπεύθυνος Φορεὺς συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν διὰ πᾶσαν ζημίαν προξενηθεῖσαν ἐκ μεταγενεστέρου πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἀναγομένου εἰς τὰς ρηθείσας πυρηνικὰς οὐσίας.

γ) Εἰς περίπτωσιν καθ' ἣν πυρηνικαὶ οὐσίαι ἤθελον ἀποσταλῆ ἀπὸ τόπον κείμενον ἐκτὸς τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν εἰς παραλαβὴν πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως κειμένης ἐπὶ τῶν ἐδαφῶν τούτων τῇ συναινέσει τοῦ Φορέως τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης, οὗτος εἶναι ὑπεύθυνος συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, διὰ πᾶσαν ζημίαν προξενουμένην ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος μετὰ τὴν φόρτωσιν τῶν ἐν λόγῳ πυρηνικῶν οὐσιῶν ἐπὶ τοῦ μεταφορικοῦ μέσου δι' οὗ ἀπεστάλησαν αὗται ἐκ τοῦ ἐδάφους τοῦ μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους.

δ) Ὁ συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμβάσει ὑπεύθυνος Φορεὺς ὀφείλει νὰ ἐγχειρίσῃ εἰς τὸν μεταφορέα πιστοποιητικὸν ἐκδόσεως τοῦ ἀσφαλιστικοῦ ἢ διὰ λογαριασμὸν αὐτοῦ ἢ παντὸς ἑτέρου προσώπου παρασγόντος χρηματικὴν ἐγγύησιν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 10. Τὸ πιστοποιητικὸν δέον ὅπως ἀναφέρῃ τὸ ὄνομα καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ ἐν λόγῳ Φορέως ὡς καὶ τὸ ποσόν, τὸν τύπον καὶ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἐγγυήσεως. Τὰ ἐν τῷ πιστοποιητικῷ ἀναγραφόμενα γεγονότα δὲν δύνανται νὰ ἀμφισβητηθῶσιν ὑπὸ τοῦ προσώπου ὑπὸ τοῦ ὁποίου ἢ διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὁποίου τοῦτο ἐξεδόθη. Τὸ πιστοποιητικὸν δέον ὅπως ἀναγράφῃ ὡσαύτως τὰς πυρηνικὰς οὐσίας καὶ τὸ δρομολόγιον μεταφορᾶς τὰ καλυπτόμενα ὑπὸ τῆς ἐγγυήσεως καὶ δέον ὅπως περιλαμβάνῃ δήλωσιν τῆς ἁρμοδίας Δημοσίας Ἀρχῆς ὅτι τὸ ἀναγραφόμενον πρόσωπον εἶναι Φορεὺς κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

ε) Ἡ νομοθεσία Συμβαλλομένου Μέρους δύναται νὰ προβλέψῃ ὅτι, ὑφ' οὓς ὅρους ἤθελεν ἐν αὐτῇ ὁρισθῆ, ὁ Μεταφορεὺς δύναται νὰ ὑποκαταστήσῃ, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένην εὐθύνην, τὸν Φορέα πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως κειμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους, δι' ἀποφάσεως τῆς ἁρμοδίας Δημοσίας Ἀρχῆς, τῇ αἰτήσει τοῦ Μεταφορέως καὶ τῇ συναινέσει τοῦ Φορέως καὶ πληρουμένων τῶν ὅρων τῶν ἀπαιτουμένων ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 10 (α). Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ἐπὶ τῷ τέλει ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁ μεταφορεὺς θεωρεῖται, διὰ τὰ πυρηνικὰ ἀτυχήματα τὰ ἐπισυμβαίνοντα κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταφορᾶς πυρηνικῶν οὐσιῶν, ὡς ὑπεύθυνος Φορεὺς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως κειμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 5.

α) Ἐὰν τὰ πυρηνικὰ καύσιμα, τὰ ραδιενεργὰ προϊόντα ἢ ἀπορρίμματα τὰ ἀναγόμενα εἰς πυρηνικὸν ἀτύχημα, παρέμειναν ἀλληλοδιαδόχως εἰς πλείονας πυρηνικὰς ἐγκαταστάσεις καὶ παραμένουσιν εἰς πυρηνικὴν ἐγκατάστασιν καθ' ἣν στιγμὴν προξενεῖται ἡ ζημία, οὐδεὶς Φορεὺς ἐγκαταστάσεως εἰς ἣν διεφυλάχθησαν προηγουμένως εἶναι ὑπεύθυνος τῆς ζημίας. Ἐὰν τὰ πυρηνικὰ καύσιμα καὶ τὰ ραδιενεργὰ προϊόντα καὶ ἀπορρίμματα τὰ ἀναγόμενα εἰς πυρηνικὸν ἀτύχημα διεφυλάχθησαν εἰς πλείονας πυρηνικὰς ἐγκαταστάσεις καὶ δὲν εὑρίσκονται φυλαττόμενα ἐντὸς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως καθ' ἣν στιγμὴν προξενεῖται ἡ ζημία, οὐδεὶς εἶναι ὑπεύθυνος τῆς ζημίας πλὴν τοῦ Φορέως τῆς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως εἰς ἣν παρέμειναν τελευταίως πρὶν ἢ προξενηθῆ ἡ ζημία ἢ τοῦ Φορέως, ὅστις παρέλαβε ταῦτα μεταγενεστέρως.

β) Ἐὰν ἡ ζημία συνεπάγεται εὐθύνην πλειόνων Φορέων, συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ εὐθύνη των εἶναι ἀλληλέγγυος καὶ σωρευτική. Ἐν τούτοις, ὅταν τοιαύτη εὐθύνη ἀπορρέῃ ἐκ τῆς προξενηθείσης ζημίας ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἀναγομένου εἰς πυρηνικὰς οὐσίας ὑπὸ μεταφοράν, τὸ κατ' ἀνώτατον ὅριον ὁλικὸν ποσὸν τῆς εὐθύνης τῶν ἐν λόγῳ Φορέων ἰσοῦται πρὸς τὸ μεγαλύτερον ποσὸν τὸ καθορισθὲν δι' ἕνα ἕκαστον τῶν Φορέων συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἡ εὐθύνη Φορέως ἡ ἀπορρέουσα ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος θὰ δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ καθορισθὲν ποσὸν δι' αὐτῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 7.

Ἄρθρον 6.

α) Τὸ δικαίωμα ἀποκαταστάσεως ζημίας προξενηθείσης ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος δὲν δύναται νὰ ἀσκηθῇ εἰμὴ μόνον ἐναντίον Φορέως ὑπευθύνου διὰ τὴν ζημίαν ταύτην συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν. Δύναται ὡσαύτως νὰ ἀσκηθῇ κατὰ τοῦ ἀσφαλιστοῦ ἢ κατὰ παντὸς ἑτέρου προσώπου παρασχόντος χρηματικὴν ἐγγύησιν πρὸς τὸν Φορέα συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 10, ἐὰν τὸ δικαίωμα ἐγέρσεως ἀγωγῆς ἀμέσου κατὰ τοῦ ἀσφαλιστοῦ ἢ παντὸς προσώπου παρασχόντος χρηματικὴν ἐγγύησιν, παρέχεται ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας.

β) Οὐδὲν ἕτερον πρόσωπον ὑποχρεοῦται εἰς ἐπανόρθωσιν ζημίας προξενηθείσης ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος. Ἐν τούτοις, δὲν δύναται ἡ παροῦσα διάταξις νὰ παραβλάψῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐν ἰσχύϊ διεθνῶν περὶ μεταφορῶν συμφωνιῶν, ἢ τῶν εὑρισκομένων εἰς τὸ στάδιον ὑπογραφῆς, κυρώσεως ἢ προσχωρήσεως πρὸς αὐτὰς κατὰ τὸν χρόνον συνάψεως τῆς παρούσης Συμβάσεως.

γ) Πᾶν πρόσωπον ὑπεύθυνον ζημίας προξενηθείσης ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος δυνάμει διεθνοῦς συμφωνίας ἀναφερομένης εἰς τὴν παράγραφον «β» τοῦ παρόντος ἄρθρου ἢ δυνάμει τῆς νομοθεσίας μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους, ἔχει δικαίωμα προσφυγῆς κατὰ τοῦ Φορέως ὑπευθύνου διὰ τὴν ζημίαν ταύτην συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἐντὸς τῶν ἐν ἄρθρῳ 7 τασσομένων ὁρίων.

δ) Εἰς περίπτωσιν πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους ἢ ζημίας λαβούσης χώραν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου, πᾶν πρόσωπον ἔχον ὡς κύριον τόπον ἐκμεταλλεύσεως τὸ ἔδαφος ἑνὸς τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν, ἢ οἱ παρ' αὐτοῦ προστιθέντες, ἔχουσι τὸ δικαίωμα προσφυγῆς κατὰ τοῦ Φορέως ὅστις, ἐλλείψει τοῦ ἄρθρου 2, θὰ ἦτο ὑπεύθυνος πρὸς πᾶσαν ἐπανόρθωσιν δι' ἣν οὗτοι θὰ ὑπεῖχον εὐθύνην, συνεπείᾳ τοῦ ρηθέντος ἀτυχήματος ἢ τῆς ζημίας, ἐντὸς τῶν ἐν ἄρθρῳ 7 τασσομένων ὁρίων.

ε) Τὸ Συμβούλιον τῆς Ὀργανώσεως δύναται νὰ ἀποφασίσῃ ὅτι οἱ μεταφορεῖς οἱ ἔχοντες τὸν κύριον τόπον ἐκμεταλλεύσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους δύνανται νὰ ἐπωφεληθῶσι τῶν πλεονεκτημάτων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου «δ» τοῦ παρόντος ἄρθρου. Κατὰ τὴν λῆψιν

τῆς ἀποφάσεως ταύτης, τὸ Συμβούλιον δέον ὅπως λάβῃ ὑπ' ὄψει τὰς γενικὰς διατάξεις τὰς σχετικὰς πρὸς τὴν ἀστικὴν εὐθύνην εἰς τὸν τομέα τῆς πυρηνικῆς ἐνεργείας, τὰς ἰσχυούσας εἰς τὸ ἐν λόγῳ μὴ - συμβαλλόμενον Κράτος, ὡς καὶ τὸ μέτρον ἐν τῷ ὁποίῳ δύνανται νὰ ἐπωφεληθῶσι τῶν εὐεργετημάτων τῶν ἐν λόγῳ διατάξεων, οἱ ὑπήκοοι Συμβαλλομένου Μέρους καὶ τὰ πρόσωπα τὰ ἔχοντα κύριον τόπον ἐκμεταλλεύσεως τὸ ἔδαφος Συμβαλλομένου Μέρους.

στ) Ὁ Φορεὺς θὰ ἔχῃ δικαίωμα προσφυγῆς μόνον:

Ι) Ἐὰν ἡ ζημία προέρχεται ἐκ πράξεως ἢ παραλείψεως ἀποσκοπούσης τὴν πρόκλησιν ζημίας, κατὰ τοῦ φυσικοῦ προσώπου δράστου τῆς πράξεως ἢ ἐκ προθέσεως παραλείψεως.

ΙΙ) Ἐὰν καὶ καθ' ὃ μέτρον ἡ προσφυγὴ ρητῶς προβλέπεται ὑπὸ Συμβάσεως.

ΙΙΙ) Ἐὰν καὶ καθ' ὃ μέτρον ὁ Φορεὺς τυγχάνῃ ὑπεύθυνος κατὰ τὸ ἄρθρον 7 (ε) ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος κατὰ τὴν γεναμένην ἄνευ τῆς συναινέσεώς του μεταφορὰν πυρηνικῶν οὐσιῶν, διὰ ποσὸν ὑπερβαῖνον τὸ δι' αὐτὸν ὁρισθὲν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7 (β), κατὰ τοῦ ἐνεργήσαντος τὴν μεταφορὰν μεταφορέως, ἐκτὸς ἐὰν ἡ μεταφορὰ αὕτη ἔχῃ ὡς σκοπὸν τὴν διάσωσιν ἢ προσπάθειαν διασώσεως τῆς ζωῆς ἀνθρωπίνων ὑπάρξεων ἢ περιουσιακῶν ἀγαθῶν ἢ προξενεῖται ὑπὸ συνθήκας ἐκφευγούσας τὸν ἔλεγχον τοῦ μεταφορέως.

ζ) Ἐφ' ὅσον ὁ Φορεὺς θὰ δικαιοῦται προσφυγῆς κατὰ προσώπου τινὸς δυνάμει τῆς παραγράφου «στ» τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ πρόσωπον τοῦτο δὲν ἔχει δικαίωμα προσφυγῆς κατὰ τοῦ Φορέως δυνάμει τῶν παραγράφων «γ» καὶ «δ» τοῦ παρόντος ἄρθρου.

η) Ἐὰν αἱ διατάξεις ἐθνικῆς νομοθεσίας προστασίας τῆς ὑγείας καὶ ἰατρικῆς περιθάλψεως, κοινωνικῶν ἀσφαλίσεων ἢ ἀποζημιώσεων ἐργατικῶν ἀτυχημάτων καὶ ἐπαγγελματικῆς ἀσθενείας, προβλέπωσι τὴν ἐπανόρθωσιν ζημίας προξενηθείσης ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, τὰ δικαιώματα τῶν δικαιούχων τῆς ἐν λόγῳ νομοθεσίας καὶ τὰ δυνάμει ταύτης δικαιώματα προσφυγῆς, θὰ διέπωνται ὑπὸ τοῦ Δικαίου τοῦ θεσπίσαντος τὴν νομοθεσίαν ταύτην Συμβαλλομένου Μέρους.

Ἄρθρον 7.

α) Τὸ σύνολον τῆς πληρωτέας ἀποζημιώσεως διὰ ζημίαν προξενηθεῖσαν ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ ἀνώτατον ὅριον εὐθύνης τὸ καθοριζόμενον ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου.

β) Τὸ κατ' ἀνώτατον ὅριον ποσὸν εὐθύνης τοῦ Φορέως διὰ ζημίας προξενηθείσας ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ὁρίζεται εἰς 15.000.000 λογιστικὰς μονάδας τῆς Εὐρωπαϊκῆς Νομισματικῆς Συμφωνίας, ὡς αὗται καθορίζονται κατὰ τὸν χρόνον τῆς συνάψεως τῆς παρούσης Συμβάσεως (κατωτέρω καλουμένας «λογιστικαὶ μονάδες»). Δύναται, ἐν τούτοις, νὰ ὁρισθῇ ὑπὸ τῆς νομοθεσίας Συμβαλλομένου Μέρους, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς δυνατότητος διὰ τὸν Φορέα ὅπως ἐπιτύχῃ τὴν ἀσφάλισιν ἢ ἑτέραν χρηματικὴν ἐγγύησιν, ὡς ἐν ἄρθρῳ 10 προβλέπεται, ποσὸν μεῖζον ἢ ἔλαττον, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει τὸ οὕτω καθοριζόμενον ποσὸν θὰ δύναται νὰ εἶναι κατώτερον τῶν 5.000.000 λογιστικῶν μονάδων. Τὰ ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ προβλεπόμενα ποσὰ δύνανται νὰ μετατραπῶσιν εἰς στρογγυλοὺς ἀριθμοὺς τοῦ ἐθνικοῦ νομίσματος.

γ) Διὰ νομοθετήματος Συμβαλλομένου Μέρους δύναται νὰ ἀποτραπῇ ἡ ἐφαρμογὴ τῆς ἐν ἄρθρῳ 3 (β) (ΙΙ) ἐξαιρέσεως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ὁ συνυπολογισμὸς ζημιῶν ἐπισυμβασῶν ἐπὶ τοῦ μέσου μεταφορᾶς, καταλήξῃ εἰς μείωσιν τῆς εὐθύνης τοῦ Φορέως διὰ τὰς λοιπὰς ζημίας κάτω τοῦ ποσοῦ τῶν 5.000.000 λογιστικῶν μονάδων.

δ) Τὸ ποσὸν εὐθύνης Φορέων πυρηνικῶν ἐγκαταστάσεων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους Συμβαλλομένου Μέρους, καθορισθὲν συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον «β» τοῦ παρόντος ἄρθρου ὡς καὶ αἱ διατάξεις τῆς νομοθεσίας Συμβαλλομένου Μέρους αἱ ληφθεῖσαι δυνάμει τῆς παραγράφου «γ» τοῦ παρόντος ἄρθρου, θὰ ἐφαρμόζωνται διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς εὐθύνης τῶν ἐν λόγῳ Φορέων ἀσχέτως τόπου ἔνθα ἔλαβε χώραν τὸ πυρηνικὸν ἀτύχημα.

ε) Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἐξαρτήσῃ τὴν μέσῳ τοῦ ἐδάφους του μεταφορὰν πυρηνικῶν οὐσιῶν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὸ ἀνώτατον ποσὸν εὐθύνης τοῦ περὶ οὗ πρόκειται ἀλλοδαποῦ Φορέως αὐξηθῇ, ἐὰν ἤθελε θεωρήσει ὅτι τὸ ἐν λόγῳ ποσὸν δὲν καλύπτει ἐπαρκῶς τοὺς κατὰ τὴν μεταφορὰν κινδύνους πυρηνικοῦ ἀτυχήματος. Ἐν τούτοις, τὸ οὕτως ηὐξημένον κατ' ἀνώτατον ὅριον ποσὸν δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ ἀνώτατον ὅριον εὐθύνης τῶν Φορέων πυρηνικῶν ἐγκαταστάσεων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους.

στ) Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου (ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται:

Ι) Κατὰ τὴν διὰ θαλάσσης μεταφορὰν ὅταν, δυνάμει τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου, ὑφίσταται δικαίωμα καταφυγῆς εἰς λιμένας τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους λόγῳ ἐπικειμένου κινδύνου, ἢ δικαίωμα ἀβλαβοῦς διελεύσεως μέσῳ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ.

ΙΙ) Ἐπὶ ἐναερίου μεταφορᾶς ὅταν, δυνάμει συμφωνίας ἢ ἐκ τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου, ὑπάρχῃ δικαίωμα πτήσεως ὑπεράνω τοῦ ἐδάφους ἢ προσγειώσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους.

ζ) Οἱ τόκοι καὶ τὰ δικαστικὰ ἔξοδα τὰ ἐπιδικασθέντα ὑπὸ Δικαστηρίου ἐπὶ ἀγωγῆς ἀποζημιώσεως δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποζημιώσεις ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἔσονται πληρωτέα ὑπὸ τοῦ Φορέως ἐπιπροσθέτως παντὸς ποσοῦ ἀποζημιώσεως δι' ἣν ὑπέχει οὗτος εὐθύνην δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 8.

α) Αἱ περὶ ἀποζημιώσεως ἀγωγαὶ δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως δέον ὅπως ἐγερθῶσιν, ἐπὶ ποινῇ ἐκπτώσεως, ἐντὸς δεκαετίας ἀρχομένης ἀπὸ τοῦ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος. Εἰς τὴν περίπτωσιν ζημίας προξενηθείσης ὑπὸ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἀναγομένου εἰς πυρηνικὰ καύσιμα ἢ ραδιενεργὰ προϊόντα ἢ ἀπορρίμματα κλαπέντα, ἀπολεσθέντα ἢ ἐγκαταλελειμμένα κατὰ τὴν στιγμὴν τοῦ ἀτυχήματος καὶ μὴ ἀνευρεθέντα, ἡ δεκαετὴς προθεσμία ἐκπτώσεως ἄρχεται ἀπὸ τῆς στιγμῆς τῆς κλοπῆς, ἀπωλείας ἢ ἐγκαταλείψεως. Δύναται, ἐν τούτοις, ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία νὰ προσδιορίσῃ προθεσμίαν ἐκπτώσεως ἢ παραγραφῆς δύο ἐτῶν τοὐλάχιστον, ὑπολογιζομένην ἀπὸ τῆς στιγμῆς καθ' ἣν ὁ παθὼν ἔλαβε γνῶσιν τῆς ζημίας καὶ τοῦ ὑπευθύνου Φορέως, ἤτοι ὑπολογιζομένην ἀφ' ἧς οὗτος ἔλαβε λογικῶς γνῶσιν αὐτῶν, μὴ οὔσης δυνατῆς τῆς ὑπερβάσεως τῆς δεκαετοῦς προθεσμίας, ἐκτὸς ἐὰν συντρέχῃ ἡ περίπτωσις τῆς παραγράφου «γ» τοῦ παρόντος ἄρθρου.

β) Εἰς τὰς περιπτώσεις τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 13 (δ) (Ι) (2) ἢ (ΙΙ) δὲν χωρεῖ ἀπόσβεσις τῆς ἀγωγῆς ἀποζημιώσεως, ἐάν, ἐντὸς τῆς ὑπὸ τῆς παραγράφου «α» τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένης προθεσμίας:

Ι) Ἠγέρθη ἀγωγὴ πρὸ τῆς λήψεως ἀποφάσεως ὑπὸ τοῦ ἐν ἄρθρῳ 17 ἀναφερομένου δικαστηρίου, ἐνώπιον ἑνὸς τῶν Δικαστηρίων μεταξὺ τῶν ὁποίων τὸ ρηθὲν Δικαστήριον δύναται νὰ ἐπιλέξῃ. Ἐὰν τὸ Δικαστήριον ὁρίσῃ ὡς ἁρμόδιον Δικαστήριον ἕτερον ἐκείνου ἐνώπιον τοῦ ὁποίου ἠγέρθη ἡ ἀγωγὴ ἤδη, δύναται νὰ ὁρίσῃ προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας δέον νὰ ἐγερθῇ ἡ ἀγωγὴ ἐνώπιον τοῦ οὕτως ὁρισθέντος ἁρμοδίου Δικαστηρίου.

ΙΙ) Ὑπεβλήθη αἴτησις πρὸς Συμβαλλόμενον Μέρος μὲ τὸν σκοπὸν προσδιορισμοῦ ἁρμοδίου δικαστηρίου παρὰ τοῦ κατὰ τὸ ἄρθρον 13 (δ) (Ι) (2) ἢ (ΙΙ) Δικαστηρίου ὑπὸ τὸν ὅρον ὅτι, μετὰ τὸν προσδιορισμὸν τοῦτον, θέλει ἐγερθῇ ἀγωγὴ ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ ρηθέντος Δικαστηρίου ὁριζομένης προθεσμίας.

γ) Ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία δύναται νὰ ὁρίσῃ προθεσμίαν ἐκπτώσεως μεγαλυτέραν τῶν 10 ἐτῶν, ἐὰν προβλέψῃ τὴν λῆψιν μέτρων πρὸς κάλυψιν τῆς εὐθύνης τοῦ Φορέως ἐν σχέσει πρὸς ἀγωγὰς ἀποζημιώσεως ἐγερθείσας μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς δεκαετοῦς προθεσμίας.

δ) Ἐκτὸς ἐναντίας διατάξεως τοῦ Ἐθνικοῦ Δικαίου, πρόσωπον ὑποστὰν ζημίαν ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, ὅπερ ἤγειρεν ἀγωγὴν ἀποζημιώσεως ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένης προθεσμίας, δύναται διὰ παρεπομένης αἰτήσεως νὰ συμπληρώσῃ τὴν ἀπαίτησίν του, ἐν περιπτώσει ἐπι-

δεινώσεως τῆς ζημίας, μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς προθεσμίας ταύτης. ἐφ' ὅσον δὲν ἐξεδόθη εἰσέτι ὁριστικὴ ἀπόφασις.

Ἄρθρον 9.

Ἐκτὸς ἐναντίας διατάξεως τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, ὁ Φορεὺς δὲν εὐθύνεται διὰ ζημίας προξενηθείσας ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐὰν τοῦτο ὀφείλεται εἰς πράξεις ἐνόπλου συρράξεως, εἰσβολῆς, ἐμφυλίου πολέμου, ἐξεγέρσεως ἢ θεομηνίας ἐξαιρετικοῦ χαρακτῆρος.

Ἄρθρον 10.

α) Πᾶς Φορεύς, πρὸς κάλυψιν τῆς ἣν ὑπέχει δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως εὐθύνης, δέον νὰ ὑποχρεωθῇ ὅπως παρέχῃ καὶ διατηρῇ ἐν ἰσχύϊ καὶ μέχρι τοῦ ἐν ἄρθρῳ 7ῳ ὁριζομένου ποσοῦ, ἀσφάλειαν ἢ ἑτέραν χρηματικὴν ἐγγύησιν, ἀνταποκρινομένην πρὸς τὸν τύπον καὶ ὅρους τοὺς καθοριζομένους ὑπὸ τῆς ἁρμοδίας Δημοσίας Ἀρχῆς.

β) Ὁ ἀσφαλιστὴς ἢ πᾶν ἕτερον πρόσωπον παρέχον χρηματικὴν ἐγγύησιν δὲν δύνανται νὰ ἀναστείλωσι τὴν ἰσχὺν τῆς ἀσφαλείας ἢ χρηματικῆς ἐγγυήσεως περὶ ἧς προβλέπει ἡ παράγραφος «α» τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἢ νὰ τερματίσῃ αὐτήν, ἄνευ προειδοποιήσεως ἐπιδιδομένης πρὸς τὴν ἁρμοδίαν Δημοσίαν Ἀρχὴν ἐγγράφως πρὸ δύο τοὐλάχιστον μηνῶν, ἢ ἐφ' ὅσον ἡ ρηθεῖσα ἀσφάλεια ἢ ἑτέρα χρηματικὴ ἐγγύησις ἀφορᾷ τὴν μεταφορὰν πυρηνικῶν οὐσιῶν, κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς ἐν λόγῳ μεταφορᾶς.

γ) Τὰ ἐκ τῆς ἀσφαλείας, τῆς ἀντασφαλείας ἢ ἑτέρας χρηματικῆς ἐγγυήσεως προερχόμενα ποσά, δὲν δύνανται νὰ χρησιμοποιηθῶσιν εἰμὴ μόνον διὰ τὴν ἀποζημίωσιν ζημιῶν προξενηθεισῶν ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος.

Ἄρθρον 11.

Ἡ φύσις, ἡ μορφὴ καὶ ἡ ἔκτασις τῆς ἐπανορθώσεως ὡς καὶ ἡ δικαία κατανομὴ τῶν ἀποζημιώσεων, ἐντὸς τῶν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένων ὁρίων, διέπονται ὑπὸ τοῦ Ἐθνικοῦ Δικαίου.

Ἄρθρον 12.

Αἱ συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμβάσει πληρωτέαι ἀποζημιώσεις, τὰ ἀσφάλιστρα καὶ ἀνασφάλιστρα ὡς καὶ τὰ ἐκ τῆς ἀσφαλείας, τῆς ἀντασφαλείας ἢ ἑτέρας χρηματικῆς ἐγγυήσεως κατὰ τὸ ἄρθρον 10 ἀπορρέοντα ποσὰ καὶ οἱ ἐν ἄρθρῳ 7 (ζ) ἀναφερόμενοι τόκοι καὶ δικαστικὰ ἔξοδα, τυγχάνουσιν ἐλευθέρως μεταβιβάσιμα μεταξὺ τῶν νομισματικῶν ζωνῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

Ἄρθρον 13.

α) Τὰ ἁρμόδια Δικαστήρια δυνάμει τῆς νομοθεσίας Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κεῖται ἡ πυρηνικὴ ἐγκατάστασις, ἧς ὁ Φορεὺς εἶναι ὑπεύθυνος, εἶναι τὰ μόνα ἁρμόδια ὅπως δικάσωσιν ἐπὶ ἀγωγῶν κινηθεισῶν δυνάμει τῶν ἄρθρων 3, 6 (γ) καὶ 6 (δ).

β) Ἐν περιπτώσει πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος κατὰ τὴν διάρκειαν μεταφορᾶς, τὰ ἁρμόδια Δικαστήρια δυνάμει τῆς νομοθεσίας τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὑρίσκοντο κατὰ τὸν χρόνον τοῦ ἀτυχήματος αἱ περὶ ὧν πρόκειται πυρηνικαὶ οὐσίαι, ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τῆς παραγράφου «γ» τοῦ παρόντος ἄρθρου, εἶναι τὰ μόνα ἁρμόδια.

γ) Ἐὰν πυρηνικὸν ἀτύχημα ἤθελεν ἐπισυμβῇ ἔξω τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν κατὰ τὴν διάρκειαν μεταφορᾶς ἢ ἐὰν ὁ τόπος ἔνθα εὑρίσκοντο κατὰ τὸ ἀτύχημα αἱ περὶ ὧν πρόκειται πυρηνικαὶ οὐσίαι, δὲν δύναται νὰ καθορισθῇ, ἢ ἐὰν αἱ περὶ ὧν πρόκειται πυρηνικαὶ οὐσίαι εὑρίσκοντο κατὰ τὸ ἀτύχημα ἐπὶ ἐδάφους τελοῦντος ὑπὸ τὴν ἐξουσίαν πλειόνων τοῦ ἑνὸς Συμβαλλομένων Μερῶν, τὰ δυνάμει τῆς νομοθεσίας τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου εὑρίσκεται ἡ πυρηνικὴ ἐγκατάστασις ἧς ὁ Φορεὺς εἶναι ὑπεύθυνος θεωρούμενα ἁρμόδια δικαστήρια, τυγχάνουσι τὰ μόνα ἁρμόδια ἐν προκειμένῳ.

δ) Ἐὰν δυνάμει τῶν παραγράφων «α» ἢ «γ» τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ Δικαστήρια πλειόνων Συμβαλλομένων Μερῶν τυγχάνουσιν ἁρμόδια, ὁ κανονισμὸς ἁρμοδιότητος γίνεται:

I) Εἰς τὴν περίπτωσιν πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβαίνοντος κατὰ τὴν διάρκειαν μεταφορᾶς πυρηνικῶν οὐσιῶν.

1) Εἰς τὰ τυγχάνοντα ἁρμόδια Δικαστήρια δυνάμει τῆς τοπικῆς νομοθεσίας, εἰς τὸν τόπον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους εἰς ὃν τυγχάνει ἐγγεγραμμένον τὸ μεταφορικὸν μέσον ἐπὶ τοῦ ὁποίου εὑρίσκοντο κατὰ τὸν χρόνον τοῦ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος αἱ περὶ ὧν πρόκειται πυρηνικαὶ οὐσίαι, ἐφ' ὅσον τὰ ἐν λόγῳ Δικαστήρια τυγχάνουν ἁρμόδια δυνάμει τῆς παραγράφου «γ» τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἢ

2) Ἐν ἐλλείψει τοιούτου Δικαστηρίου, πρὸς τὸ Δικαστήριον τὸ καθοριζόμενον τῇ αἰτήσει τοῦ ἐνδιαφερομένου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τοῦ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 17 προβλεπομένου Δικαστηρίου, μεταξὺ τῶν δυνάμει τῆς παραγράφου «γ» τοῦ παρόντος ἄρθρου ἁρμοδίων δικαστηρίων, ὡς τὸ ἀμεσώτερον συνδεδεμένον πρὸς τὴν προκειμένην ὑπόθεσιν.

II) Εἰς πᾶσαν ἑτέραν περίπτωσιν πρὸς τὰ δικαστήρια, ἅτινα τυγχάνουσιν ἁρμόδια δυνάμει τῆς νομοθεσίας τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ὑποδεικνυόμενα ὑπὸ τοῦ ρηθέντος Δικαστηρίου, τῇ αἰτήσει ἐνδιαφερομένου Συμβαλλομένου Μέρους, ὡς τὸ ἀμεσώτερον συνδεδεμένον πρὸς τὴν προκειμένην ὑπόθεσιν.

ε) Αἱ ὑπὸ τοῦ ἁρμοδίου Δικαστηρίου ἐκδοθεῖσαι κατ' ἀντιμωλίαν ἢ ἐρημοδικίαν ἀποφάσεις δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, αἵτινες τυγχάνουσιν ἐκτελεσταὶ δυνάμει τῶν ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου ἐφαρμοσθέντων νόμων, καθίστανται ἐκτελεσταὶ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους παντὸς ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους εὐθὺς ὡς ἤθελεν συμπληρωθῇ αἱ ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπαιτούμεναι διατυπώσεις. Οὐδεμία περαιτέρω ἔρευνα ἐπὶ τῆς οὐσίας τῆς ὑποθέσεως ἐπιτρέπεται. Ἡ παροῦσα διάταξις δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ δικαστικῶν ἀποφάσεων προσωρινῶς ἐκτελεστῶν.

στ) Ἐὰν ἤθελεν ἐγερθῇ ἀγωγὴ ἀποζημιώσεως κατὰ Συμβαλλομένου Μέρους ὑπὸ τὴν ἰδιότητα τοῦ ὑπευθύνου Φορέως δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὸ ρηθὲν Συμβαλλόμενον Μέρος δὲν δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὸ προνόμιον ἑτεροδικίας ἐνώπιον τοῦ ἁρμοδίου Δικαστηρίου δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Ἄρθρον 14.

α) Ἡ παροῦσα Σύμβασις δέον ὅπως ἐφαρμόζηται ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως βασιζομένης ἐπὶ τῆς ἐθνικότητος, τῆς μονίμου κατοικίας καὶ τῆς διαμονῆς.

β) Διὰ τῶν ὅρων «Ἐθνικὸν Δίκαιον» καὶ «Ἐθνικὴ Νομοθεσία» ἐννοεῖται τὸ ἐθνικὸν δίκαιον καὶ ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία τοῦ δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως ἁρμοδίου Δικαστηρίου πρὸς ἐκδίκασιν ἀγωγῶν ἀπορρεουσῶν ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος. Τὸ Ἐθνικὸν Δίκαιαν καὶ ἡ Ἐθνικὴ Νομοθεσία ἐφαρμόζονται ἐπὶ παντὸς ζητήματος οὐσίας καὶ διαδικασίας μὴ εἰδικῶς ρυθμιζομένου ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως.

γ) Τὸ Ἐθνικὸν Δίκαιον καὶ ἡ Ἐθνικὴ Νομοθεσία δέον ὅπως ἐφαρμόζωνται ἄνευ οὐδεμιᾶς διακρίσεως βασιζομένης ἐπὶ τῆς ἐθνικότητος, τῆς μονίμου κατοικίας καὶ τῆς διαμονῆς.

Ἄρθρον 15.

α) Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ λάβῃ τὰ ἅτινα κρίνει ἀναγκαῖα μέτρα ὅπως ἐπιτύχῃ τὴν αὔξησιν τοῦ ποσοῦ ἀποζημιώσεως ὡς αὕτη ἐν τῇ παρούσῃ Συμβάσει προβλέπεται.

β) Διὰ τὰς ζημίας ἐκείνας ὧν ἡ ἀποκατάστασις προϋποθέτει καταβολὴν ἐκ τῶν δημοσίων ἐσόδων ὑπερβαινόντων τὸ ἐλάχιστον ὅριον τῶν 5.000.000 λογιστικῶν μονάδων ὡς προβλέπει τὸ ἄρθρον 7, ἡ ἐφαρμογὴ τῶν ἐν λόγῳ μέτρων, οἱασδήποτε μορφῆς θὰ ἠδύνατο νὰ ἐξαρτηθῇ ὑπὸ εἰδικοὺς ὅρους κατὰ παρέκκλισιν τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἄρθρον 16.

Αἱ ὑπὸ τῆς Διευθυνούσης Ἐπιτροπῆς ληφθεῖσαι ἀποφάσεις δυνάμει τοῦ ἄρθρου I (α) (II), I (α) (III) καὶ I (β), λαμβάνονται δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας τῶν Μελῶν ἐκπροσωπούντων τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη.

Ἄρθρον 17.

Πᾶσα διαφωνία ἀναφυομένη μεταξὺ δύο ἢ περισσοτέρων Συμβαλλομένων Μερῶν σχετικὴ πρὸς τὴν ἑρμηνείαν ἢ ἐφαρμογὴν

τῆς παρούσης Συμβάσεως, θὰ ἐξετάζηται ὑπὸ τῆς Διευθυνούσης Ἐπιτροπῆς καὶ ἐλλείψει φιλικῆς λύσεως, τῇ αἰτήσει ἐνδιαφερομένου Συμβαλλομένου Μέρους, θὰ ὑποβάλληται εἰς τὸ ἱδρυθὲν διὰ τῆς ἀπὸ 20 Δεκεμβρίου 1957 Συμβάσεως «περὶ Ἱδρύσεως Ἐλέγχου Ἀσφαλείας εἰς τὸν Τομέα τῆς Πυρηνικῆς Ἐνεργείας», Δικαστήριον.

Ἄρθρον 18.

α) Αἱ ἐπιφυλάξεις σχετικαὶ πρὸς μίαν ἢ πλείονας τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως δύνανται νὰ διατυπωθῶσιν ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν πρὸ τῆς ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ἢ πρὸ τῆς γνωστοποιήσεως γενομένης δυνάμει τοῦ ἄρθρου 23 καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὸ ἔδαφος ἢ τὰ ἐδάφη τὰ προβλεπόμενα ὑπὸ τῆς τοιαύτης γνωστοποιήσεως. Αἱ ἐπιφυλάξεις αὗται θὰ εἶναι ἀπαράδεκτοι ἂν οἱ ὅροι αὐτῶν δὲν ἐγένοντο ρητῶς δεκτοὶ ὑπὸ τῶν ὑπογραψάντων Μερῶν.

β) Ἐν τούτοις ἡ ἀποδοχὴ Μέρους ἐκ τῶν ὑπογραψάντων δὲν ἀπαιτεῖται, ἐὰν τοῦτο δὲν ἐπεκύρωσε τὴν Σύμβασιν ἐντὸς δωδεκαμήνου ἀπὸ τῆς ἡμέρας κοινοποιήσεως πρὸς αὐτὸ τῆς ἐπιφυλάξεως ὑπὸ τοῦ Γενικοῦ Γραμματέως τῆς Ἑνώσεως συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 24.

γ) Πᾶσα ἐπιφύλαξις γενομένη δεκτὴ συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον δύναται ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν νὰ ἀναβληθῇ διὰ κοινοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ὀργανώσεως.

Ἄρθρον 19.

α) Ἡ παροῦσα Σύμβασις ὑπόκειται εἰς ἐπικύρωσιν. Τὰ κυρωτικὰ ἔγγραφα θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῆς Ὀργανώσεως.

β) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς πέντε τοὐλάχιστον ἐκ τῶν ὑπογραψάντων Μερῶν καταθέσωσι τὰ κυρωτικὰ τῆς Συμβάσεως ἔγγραφα. Διὰ πᾶν ὑπογράψαν Μέρος ὅπερ θέλει προβῇ εἰς τὴν ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως μεταγενεστέρως, ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ τεθῇ ἐν ἰσχύϊ ἀφ' ἧς τὸ Μέρος τοῦτο καταθέσῃ τὸ κυρωτικὸν αὐτοῦ ἔγγραφον.

Ἄρθρον 20.

Ἀποφάσεις περὶ τροποποιήσεων τῆς παρούσης Συμβάσεως θὰ λαμβάνωνται δι' ἀμοιβαίας συμφωνίας πάντων τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Θὰ τίθηνται ἐν ἰσχύϊ εὐθὺς ὡς ἐπικυρωθῶσιν ἢ τεθῶσιν ἐν ἰσχύϊ ὑπὸ τῶν δύο τρίτων (2)3) τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Διὰ πᾶν Συμβαλλόμενον μέρος ὅπερ ἤθελεν ἐπικυρώσῃ ἢ θέσῃ ταύτας ἐν ἰσχύϊ μεταγενεστέρως, αἱ τροποποιήσεις θὰ τίθηνται ἐν ἰσχύϊ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς τοιαύτης ἐπικυρώσεως ἢ θέσεως ἐν ἰσχύϊ.

Ἄρθρον 21.

α) Πᾶσα Κυβέρνησις Κράτους Μέλους ἢ ὁμοτίμου Μέλους τῆς Ὀργανώσεως, μὴ ὑπογράψασα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν θὰ δύναται νὰ προσχωρήσῃ πρὸς αὐτὴν διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ὀργανώσεως.

β) Πᾶσα Κυβέρνησις ἑτέρου Κράτους μὴ ὑπογράψασα τὴν παροῦσαν Σύμβασιν θὰ δύναται νὰ προσχωρήσῃ πρὸς αὐτὴν διὰ γνωστοποιήσεως ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ὀργανώσεως καὶ τῇ ὁμοφώνῳ συναινέσει τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν. Ἡ προσχώρησις θὰ ἰσχύσῃ ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς ἐν λόγῳ συναινέσεως.

Ἄρθρον 22.

α) Ἡ παροῦσα Σύμβασις συνάπτεται διὰ διάρκειαν δέκα (10) ἐτῶν ἀρχομένων ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας καθ' ἣν θέλει τεθῇ ἐν ἰσχύϊ. Πᾶν Συμβαλλόμενον Μέρος θὰ δύναται νὰ καταγγείλῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς πρὸς ἑαυτὸ κατὰ τὴν λῆξιν τῆς δεκαετοῦς ταύτης προθεσμίας, δίδον πρὸς τοῦτο δωδεκάμηνον προειδοποίησιν πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ὀργανώσεως.

β) Ἡ παροῦσα Σύμβασις θὰ παραμείνῃ ἀκολούθως ἐν ἰσχύϊ ἐπὶ χρονικὸν διάστημα πέντε ἐτῶν, ἔναντι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἅτινα δὲν κατήγγειλαν τὴν ἐφαρμογήν της συμφώνως πρὸς τὴν παράγραφον «α» τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ μεταγενεστέρως διὰ διαδοχικὰς περιόδους πέντε ἐτῶν ἔναντι τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἅτινα δὲν ἤθελον καταγγείλῃ τὴν Σύμβασιν κατὰ τὴν λῆξιν ἑκάστης τῶν περιόδων τούτων, δίδοντα πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ὀργανώσεως προειδοποίησιν ἑνὸς ἔτους.

γ) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ὀργανώσεως θέλει συγκαλέσῃ διάσκεψιν πρὸς ἐξέτασιν τῆς ἀναθεωρήσεως τῆς παρούσης Συμβάσεως, μετὰ παρέλευσιν πενταετίας ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος αὐτῆς ἢ ἀνὰ πᾶσαν ἑτέραν στιγμήν, τῇ αἰτήσει Συμβαλλομένου Μέρους, ἐντὸς ἑξαμήνου προθεσμίας ἀπὸ τῆς τοιαύτης αἰτήσεως.

Ἄρθρον 23.

α) Ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπὶ τῶν Μητροπολιτικῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν.

β) Πᾶν ὑπογράψαν Κράτος ἢ Συμβαλλόμενον Μέρος, δύναται κατὰ τὴν ὑπογραφὴν ἢ ἐπικύρωσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ἢ κατὰ τὴν προσχώρησίν του εἰς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἢ ἀνὰ πᾶσαν στιγμὴν μεταγενεστέρως, νὰ γνωστοποιήσῃ πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ὀργανώσεως ὅτι ἡ παροῦσα Σύμβασις ἐφαρμόζεται ἐπ' ἐκείνων τῶν ἐδαφῶν του, περιλαμβανομένων καὶ τῶν ἐδαφῶν διὰ τὰ ὁποῖα τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος τυγχάνει ὑπεύθυνον εἰς τὰς διεθνεῖς σχέσεις, ἐφ' ὧν ἡ Σύμβασις δὲν εἶναι ἐφαρμόσιμος κατὰ τὴν παράγραφον «α» τοῦ παρόντος ἄρθρου καὶ ἅτινα ἀναφέρονται εἰς τὴν γνωστοποίησιν. Πᾶσα τοιαύτη γνωστοποίησις δύναται, καθ' ὅσον ἀφορᾷ ἔδαφος ἐν αὐτῇ, ἀναφερόμενον, νὰ ἀνακληθῇ διὰ προειδοποιήσεως ἑνὸς ἔτους πρὸς τοῦτο ἀπευθυνομένης πρὸς τὸν Γενικὸν Γραμματέα τῆς Ὀργανώσεως.

γ) Τὰ ἐδάφη Συμβαλλομένου Μέρους, συμπεριλαμβανομένων καὶ ἐκεῖνα δι' ἅτινα τὸ μέρος τυγχάνει ὑπεύθυνον εἰς τὰς Διεθνεῖς Σχέσεις ἐφ' ὧν δὲν ἐφαρμόζεται ἡ παροῦσα Σύμβασις θεωροῦνται ὡς πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ὡς ἐδάφη μὴ Συμβαλλομένου Κράτους.

Ἄρθρον 24.

Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ὀργανώσεως θὰ γνωστοποιῇ εἰς πάντα τὰ ὑπογράψαντα Μέρη καὶ τὰς Κυβερνήσεις τὰς προσχωρησάσας εἰς τὴν Σύμβασιν, τὴν λῆψιν τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως, προσχωρήσεως ἢ ἀποχωρήσεως, ὡς καὶ περὶ τῶν γενομένων δυνάμει τοῦ ἄρθρου 23 κοινοποιήσεων καὶ τῶν ληφθεισῶν παρὰ τῆς Διευθυνούσης Ἐπιτροπῆς ἀποφάσεων δυνάμει τοῦ ἄρθρου I (α) (II), I (α) (III) καὶ I (β), θέλει ὡσαύτως γνωστοποιήσῃ αὐταῖς τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὸ κείμενον τῶν ἀποφασισθεισῶν τροποποιήσεων καὶ τὴν ἡμερομηνίαν ἐνάρξεως τῆς ἰσχύος τῶν ρηθεισῶν τροποποιήσεων ὡς καὶ περὶ τῶν γενομένων ἐπιφυλάξεων, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 18.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΑΣΤΙΚΗΣ ΕΥΘΥΝΗΣ ΕΙΣ ΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΗΣ ΠΥΡΗΝΙΚΗΣ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ

Παράρτημα ἀριθ. I.

Αἱ κάτωθι ἐπιφυλάξεις ἐγένοντο δεκταὶ κατὰ τὴν ὑπογραφὴν τῆς παρούσης Συμβάσεως:

1. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 6 (α):

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Ἐπιφύλαξις τοῦ δικαιώματος ὅπως, διὰ διατάξεως τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, διατηρήσωσι τὴν εὐθύνην ἑτέρων προσώπων πλὴν τοῦ Φορέως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὰ ἐν λόγῳ πρόσωπα καλύπτωνται πλήρως ὡς πρὸς τὴν εὐθύνην των ἀκόμη καὶ διὰ τὴν περίπτωσιν ἀβασίμου ἀγωγῆς, δι' ἀσφαλείας ἢ ἑτέρας χρηματικῆς ἐγγυήσεως ἐπιτυγχανομένης ὑπὸ τοῦ Φορέως.

2. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 6 (β) καὶ (γ):

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας, τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας.

Ἐπιφύλαξις τοῦ δικαιώματος ὅπως θεωρῶσι τὴν ἐθνικὴν αὐτῶν Νομοθεσίαν, περιέχουσαν διατάξεις ἀναλόγους πρὸς τὰς

τῶν διεθνῶν συμφωνιῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 6 (β), ὡς διεθνεῖς συμφωνίας ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἄρθρου 6 (β) καὶ (γ).

3. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 7:

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας.

Ἐπιφυλάξεις τοῦ δικαιώματος, ἐν σχέσει πρὸς τοὺς φορεῖς πυρηνικῶν ἐγκαταστάσεων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου, αἵτινες δὲν εἶναι Κυβερνητικαὶ Ὑπηρεσίαι ἢ ὁ Ὀργανισμὸς Ἀτομικῆς Ἐνεργείας, ὅπως ἐφαρμόζωσι τὰς παραγράφους «α», «β» καὶ «γ» τοῦ ἄρθρου 7:

Ι) Ὡς ἐὰν αἱ παράγραφοι «α» καὶ «β» τοῦ ἄρθρου 7 προέβλεπον ὅτι ποσὸν 14.000.000 λογιστικῶν μονάδων δέον ὅπως εὑρίσκηται διαθέσιμον διὰ τὴν ἀποζημίωσιν ἐκ ζημιῶν δι' ἃς ὁ Φορεὺς ὑπὸ τοὺς ὅρους τῆς Συμβάσεως εἶναι ὑπεύθυνος καὶ αἵτινες ζημίαι ἤθελον προξενηθῇ ἐκ πυρηνικῶν ἀτυχημάτων ἐπισυμβαινόντων καθ' ὃ χρονικὸν διάστημα ὁ Φορεὺς ὑποχρεοῦται νὰ διατηρῇ ἀσφάλειαν ἢ ἑτέραν χρηματικὴν ἐγγύησιν διὰ τὴν ἐγκατάστασίν του συμφώνως πρὸς τὸ Δίκαιον τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου.

ΙΙ) Ὡς ἐὰν ἡ παράγραφος «γ» τοῦ ἄρθρου 7, προέβλεπεν ὅπως, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰς εἰς τὴν ὡς ἄνω παράγραφον (Ι) ζημίας, ποσὸν 5.000.000 λογιστικῶν μονάδων τηρῆται διαθέσιμον πρὸς ἀποζημίωσιν ζημιῶν πλὴν τῶν εἰς τὸ μεταφορικὸν μέσον προξενουμένων, καὶ

ΙΙΙ) Ὡς ἐὰν αἱ παράγραφοι «α» καὶ «β» τοῦ ἄρθρου 7 προέβλεπον ὅπως πᾶσα πληρωμὴ ὑπερβαίνουσα τὸ ρηθὲν ποσὸν τῶν 14.000.000 λογιστικῶν μονάδων, ἐπιφυλασσομένης τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ ἄρθρου 15 (β), θὰ ὑπόκειται εἰς τὴν ὑπὸ τοῦ Κοινοβουλίου ψήφισιν διατάξεων ἐπιχορηγήσεως συμπληρωματικῶν πιστώσεων.

4. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 19:

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Ἐπιφύλαξις τοῦ δικαιώματος ὅπως θεωρήσωσι τὴν ἐπικύρωσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς συνεπαγομένην τὴν ὑποχρέωσιν συμφώνως πρὸς τὸ Διεθνὲς Δίκαιον ὅπως προβῶσιν εἰς τὴν λῆψιν ἐσωτερικῶν νομοθετημάτων ἐν σχέσει πρὸς τὴν ἀστικὴν εὐθύνην εἰς τὸν τομέα τῆς πυρηνικῆς ἐνεργείας, συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

ΣΥΜΒΑΣΙΣ ΠΕΡΙ ΤΗΣ ΑΣΤΙΚΗΣ ΕΥΘΥΝΗΣ ΕΙΣ ΤΟΝ ΤΟΜΕΑ ΤΗΣ ΠΥΡΗΝΙΚΗΣ ΕΝΕΡΓΕΙΑΣ

Παράρτημα ἀριθ. ΙΙ.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν θέλει ἑρμηνευθῇ ὡς στεροῦσα Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἤθελον προξενηθῇ ζημίαι ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους, τῶν δικαιωμάτων προσφυγῆς τῶν παρεχομένων αὐτῷ ἐκ τῆς ἐφαρμογῆς τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω, οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν κάτωθι τῆς παρούσης Συμβάσεως.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τὴν 29 Ἰουλίου, εἰς τὴν Γαλλικήν, τὴν Ἀγγλικήν, τὴν Γερμανικήν, τὴν Ἱσπανικήν, τὴν Ἰταλικήν. καὶ τὴν Ὁλλανδικήν, εἰς ἓν καὶ μόνον ἀντίτυπον ὅπερ θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας ὅστις θέλει κοινοποιήσῃ ἀνὰ ἓν κεκυρωμένον ἀντίγραφον πρὸς πάντα τὰ ὑπογράψαντα Συμβαλλόμενα Μέρη.

ΠΡΟΟΙΜΙΟΝ

Αἱ Κυβερνήσεις τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Δημοκρατίας τῆς Αὐστρίας, τοῦ Βασιλείου τοῦ Βελγίου, τοῦ Βασιλείου τῆς Δανίας, τῆς Ἱσπανίας, τῆς Γαλλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Ἰταλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Μεγάλου Δουκάτου τοῦ Λουξεμβούργου, τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας, τοῦ Βασιλείου τῶν Κάτω Χωρῶν, τῆς Πορτογαλικῆς Δημοκρατίας, τοῦ Ἡνωμένου Βασιλείου Μεγάλης Βρεταννίας καὶ Βορείου Ἰρλανδίας, τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας, τῆς Ἑλβετικῆς Συνομοσπονδίας καὶ τῆς Τουρκικῆς Δημοκρατίας, ὑπογράψασαι τὴν Σύμβασιν περὶ Ἀστικῆς Εὐθύνης εἰς τὸν τομέα τῆς Πυρηνικῆς Ἐνεργείας τῆς 29ης Ἰουλίου 1960, συναφθεῖσαν ἐν Παρισίοις ἐν τῷ πλαισίῳ τοῦ Εὐρωπαϊκοῦ Ὀργανισμοῦ Πυρηνικῆς Ἐνεργείας τῆς Εὐρωπαϊκῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας, ἤδη μετονομασθείσης εἰς Ὀργάνωσιν Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ Ἀναπτύξεως:

Θεωροῦσαι ὅτι αἱ ὑπογράψασαι ἀντεπροσωπεύοντο κατὰ τὴν Διεθνῆ Συνδιάσκεψιν τὴν συνελθοῦσαν ἐν Βιέννῃ ὑπὸ τὴν αἰγίδα τοῦ Διεθνοῦς Ὀργανισμοῦ Ἀτομικῆς Ἐνεργείας ἀπὸ 29 Ἀπριλίου μέχρι 19 Μαΐου 1963 καθ' ἣν συνήφθη Διεθνὴς Σύμβασις σχετικὴ πρὸς τὴν Ἀστικὴν Εὐθύνην ἐπὶ Πυρηνικῶν Ζημιῶν.

Λαβοῦσαι ὑπ' ὄψιν ὅτι δυνάμει τοῦ ἄρθρου 17 αὐτῆς, ἡ ρηθεῖσα Σύμβασις δὲν παραβλάπτει τὴν ἐφαρμογὴν τῆς Συμβάσεως τῶν Παρισίων καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰ Συμβαλλόμενα Μέρη τῆς Συμβάσεως ταύτης.

Ἐπιθυμοῦσαι ἐν τούτοις τὴν ἐν τῷ μέτρῳ τοῦ δυνατοῦ ἀποφυγὴν ἐνδεχομένης συγκρούσεως μεταξὺ τῶν δύο Συμβάσεων, ἵνα δοθῇ ἡ εὐχέρεια ὅπως καταστῶσι Συμβαλλόμενα Μέρη ἀμφοτέρων τῶν Συμβάσεων, ἐὰν ἐπιθυμοῦσι τοῦτο, ἀπεφάσισαν τὰ κάτωθι:

Ι.

Ἡ Σύμβασις περὶ Ἀστικῆς Εὐθύνης εἰς τὸν Τομέα τῆς Πυρηνικῆς Ἐνεργείας τῆς 29 Ἰουλίου 1960, τροποποιεῖται ὡς ἀκολούθως:

Α. Ἡ τελευταία παράγραφος τοῦ Προοιμίου ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

Πεπεισμέναι περὶ τῆς ἀνάγκης ἑνοποιήσεως τῶν βασικῶν κανόνων οἵτινες ἐφαρμόζονται εἰς τὰς διαφόρους χώρας ἐκ τῆς προκυπτούσης ἐκ τῶν ἐν λόγῳ ζημιῶν εὐθύνης, παρεχομένης εἰς τὰς χώρας ταύτας τῆς δυνατότητος λήψεως, ἐπὶ ἐθνικοῦ ἐπιπέδου πάντων τῶν συμπληρωματικῶν μέτρων ἅτινα ἤθελον αὐταὶ κρίνει ἀναγκαῖα ἐνδεχομένως δὲ καὶ ἐπεκτάσεως τῶν διατάξεων τῆς παρούσης Συμβάσεως ἐπὶ ζημιῶν προκυπτουσῶν ἐξ ἀτυχημάτων, ὀφειλομένων εἰς ἀκτινοβολίας ἰονιζούσας ἃς αὕτη δὲν καλύπτει.

Β. Τὸ ἄρθρον 2 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

Ἄρθρον 2.

Ἡ παροῦσα Σύμβασις δὲν ἐφαρμόζεται, οὔτε ἐπὶ πυρηνικῶν ἀτυχημάτων ἐπισυμβαινόντων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μὴ - Συμβαλλομένων Κρατῶν, οὔτε ἐπὶ ζημιῶν λαβουσῶν χώραν ἐπὶ τῶν ρηθέντων ἐδαφῶν, πλὴν ἐὰν ἡ νομοθεσία τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κεῖται ἡ πυρηνικὴ ἐγκατάστασις ἧς ὁ Φορεὺς εἶναι ὑπεύθυνος, ἄλλως ὁρίζει, ὁπωσδήποτε ἄνευ βλάβης τῶν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 6 (ε) προβλεπομένων δικαιωμάτων.

Γ. Τὸ ἄρθρον 3 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

Ἄρθρον 3.

α) Ὁ Φορεὺς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμβάσει, εἶναι ὑπεύθυνος:

Ι) Διὰ πᾶσαν ζημίαν προσώπων, καὶ

ΙΙ) Διὰ πᾶσαν ζημίαν ἀγαθῶν, ἐξαιρουμένων:

1) Τῆς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως αὐτῆς καθ' ἑαυτὴν καὶ τῶν περιουσιακῶν ἀγαθῶν τῶν εὑρισκομένων ἐπὶ τοῦ τόπου τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης καὶ ἅτινα χρησιμοποιοῦνται ἢ ὀφείλουσι νὰ χρησιμοποιηθῶσιν ἐν σχέσει πρὸς αὐτήν.

2) Τῆς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 4 προβλεπομένης περιπτώσεως τοῦ μέσου μεταφορᾶς ἐπὶ τοῦ ὁποίου αἱ ἐν λόγῳ πυρηνικαὶ οὐσίαι ἤθελον εὑρεθῇ κατὰ τὴν στιγμὴν τοῦ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, ἐὰν διαπιστωθῇ ὅτι ἡ ζημία αὕτη (καλουμένη κατωτέρω ἡ «ζημία») προεκλήθη ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ὀφειλομένου εἴτε εἰς πυρηνικὰ καύσιμα, εἰς ραδιενεργὰ προϊόντα ἢ ἀπορρίμματα, διατηρούμενα ἐντὸς τῆς ρηθείσης ἐγκαταστάσεως, εἴτε

εἰς πυρηνικὰς οὐσίας προερχομένας ἐκ τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης, ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τοῦ ἄρθρου 4.

β) Ὅταν προξενοῦνται ζημίαι ὁμοῦ ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος καὶ οἱουδήποτε ἑτέρου ἀτυχήματος πλὴν πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, ἡ ζημία ἡ προξενηθεῖσα ἐκ τοῦ δευτέρου τούτου ἀτυχήματος καθ' ὃ μέτρον δὲν δύναται αὕτη νὰ διαχωρισθῇ μετὰ βεβαιότητος ἐκ τῆς προξενηθείσης ὑπὸ τοῦ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ζημίας, θεωρεῖται ὡς ζημία προξενηθεῖσα ὑπὸ τοῦ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος. Ὅταν ἡ ζημία προξενῆται ὁμοῦ ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος καὶ ἐξ ἐκπομπῆς ἰονιζουσῶν ἀκτινοβολιῶν ἥτις δὲν προβλέπεται ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως, οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμβάσεως δύναται νὰ περιορίσῃ ἢ ἄλλως νὰ ἐπηρεάσῃ τὴν εὐθύνην παντὸς προσώπου καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ἐν λόγῳ ἐκπομπὴν ἰονιζουσῶν ἀκτινοβολιῶν.

γ) Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ προβλέψῃ διὰ τῆς νομοθεσίας του ὅπως ἡ εὐθύνη Φορέως πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως κειμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους του, περιλάβῃ πᾶσαν ζημίαν ἥτις προέρχεται ἢ προκαλεῖται ἐξ ἰονιζουσῶν ἀκτινοβολιῶν ἐκπεμπομένων παρ' οἱασδήποτε ἀκτινοβολίας εὑρισκομένης ἐντὸς τῆς ρηθείσης πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως, ἐκτὸς τῶν πηγῶν περὶ ὧν γίνεται μνεία εἰς τὴν παράγραφον (α) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

Δ. Τὸ ἄρθρον 4 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

Ἄρθρον 4.

Εἰς τὴν περίπτωσιν μεταφορᾶς πυρηνικῶν οὐσιῶν, περιλαμβανομένης τῆς ἐναποθηκεύσεως διαρκούσης τῆς μεταφορᾶς καὶ ἄνευ βλάβης πρὸς τὸ ἄρθρον 2:

α) Ὁ Φορεὺς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως τυγχάνει ὑπεύθυνος διὰ πᾶσαν ζημίαν, συμφώνως τῇ παρούσῃ Συμβάσει, ἐὰν διαπιστωθῇ ὅτι αὕτη ἐπροξενήθη ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος ἐκτὸς τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης καὶ ἀναγομένου εἰς πυρηνικὰς οὐσίας μεταφερομένας μὲ προέλευσιν ἐκ τῆς ρηθείσης ἐγκαταστάσεως ἐφ' ὅσον τὸ ἀτύχημα ἐπῆλθε:

I) Πρὶν ἢ ἀναληφθῇ ἡ εὐθύνη διὰ τὰ πυρηνικὰ ἀτυχήματα τὰ προξενηθέντα ὑπὸ τῶν πυρηνικῶν οὐσιῶν, ὑπὸ μορφὴν γραπτοῦ συμβολαίου, ὑπὸ τοῦ Φορέως ἑτέρας πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως.

II) Ἐλλείψει ρητῶν διατάξεων τοιούτου συμβολαίου, πρὸ τῆς παραλαβῆς τῶν πυρηνικῶν οὐσιῶν ὑπὸ Φορέως ἑτέρας πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως.

III) Ἐὰν αἱ πυρηνικαὶ οὐσίαι προορίζωνται δι' ἀντιδραστῆρα ἀποτελοῦντα μέρος μεταφορικοῦ μέσου, πρὸ τῆς παραλαβῆς διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν τοῦ ἀντιδραστῆρος προσώπου.

IV) Ἐὰν αἱ πυρηνικαὶ οὐσίαι ἀπεστάλησαν εἰς πρόσωπον εὑρισκόμενον ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους, πρὸ τῆς ἐκφορτώσεως αὐτῶν ἐκ τοῦ μεταφορικοῦ μέσου δι' οὗ ἔφθασαν εἰς τὸ ἔδαφος τοῦ ρηθέντος μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους.

β) Ὁ Φορεὺς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως τυγχάνει ὑπεύθυνος διὰ πᾶσαν ζημίαν, συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἐὰν διαπιστωθῇ ὅτι ἡ ζημία ἐπροξενήθη ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος ἔξω τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης καὶ ἀναγομένου εἰς πυρηνικὰς οὐσίας κατὰ τὴν μεταφορὰν των μὲ προορισμὸν τὴν ρηθεῖσαν ἐγκατάστασιν, ἐφ' ὅσον τὸ ἀτύχημα ἤθελεν ἐπισυμβῇ:

I) Μετὰ τὴν μεταφορὰν εἰς βάρος του, διὰ γραπτοῦ συμβολαίου, ὑπὸ τοῦ Φορέως ἑτέρας πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως, τῆς εὐθύνης τῶν πυρηνικῶν ἀτυχημάτων προξενηθέντων ὑπὸ πυρηνικῶν οὐσιῶν.

II) Ἐλλείψει ρητῶν διατάξεων γραπτοῦ συμβολαίου, μετὰ τὴν παρ' αὐτοῦ παραλαβὴν τῶν πυρηνικῶν οὐσιῶν.

III) Μετὰ τὴν παρ' αὐτοῦ παραλαβὴν τῶν πυρηνικῶν οὐσιῶν τῶν προερχομένων ἐκ τοῦ προσώπου τοῦ ἐκμεταλλευομένου τὸν ἀντιδραστῆρα, ἀποτελοῦντα μέρος τοῦ μεταφορικοῦ μέσου.

IV) Ἐὰν αἱ πυρηνικαὶ οὐσίαι ἀπεστάλησαν τῇ ἐγγράφῳ συγκαταθέσει τοῦ Φορέως, ὑπὸ προσώπου εὑρισκομένου ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους, μετὰ τὴν φόρτωσίν των ἐπὶ τοῦ μεταφορικοῦ μέσου διὰ τοῦ ὁποίου ὀφείλουσι νὰ ἐγκαταλείψωσι τὸ ἔδαφος τοῦ ἐν λόγῳ μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους.

γ) Ὁ συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν ὑπεύθυνος Φορεὺς ὀφείλει νὰ ἐγχειρίσῃ εἰς τὸν μεταφορέα πιστοποιητικὸν ἐκδόσεως τοῦ ἀσφαλιστοῦ ἢ διὰ λογαριασμὸν αὐτοῦ ἢ παντὸς ἑτέρου προσώπου παρασχόντος χρηματικὴν ἐγγύησιν συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 10. Τὸ πιστοποιητικὸν δέον ὅπως ἀναφέρῃ τὸ ὄνομα καὶ τὴν διεύθυνσιν τοῦ ἐν λόγῳ Φορέως ὡς καὶ τὸ ποσόν, τὸν τύπον καὶ τὴν διάρκειαν ἰσχύος τῆς ἐγγυήσεως. Τὰ ἐν τῷ πιστοποιητικῷ ἀναγραφόμενα γεγονότα δὲν δύνανται νὰ ἀμφισβητηθῶσιν ὑπὸ τοῦ προσώπου ὑπὸ τοῦ ὁποίου ἢ διὰ λογαριασμὸν τοῦ ὁποίου τοῦτο ἐξεδόθη. Τὸ πιστοποιητικὸν δέον ὅπως ἀναγράφῃ ὡσαύτως τὰς πυρηνικὰς οὐσίας καὶ τὸ δρομολόγιον μεταφορᾶς τὰ καλυπτόμενα ὑπὸ τῆς ἐγγυήσεως καὶ δέον ὅπως περιλαμβάνῃ δήλωσιν τῆς ἁρμοδίας Δημοσίας Ἀρχῆς ὅτι τὸ ἀναγραφόμενον πρόσωπον εἶναι Φορεὺς κατὰ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως.

δ) Ἡ νομοθεσία Συμβαλλομένου Μέρους δύναται νὰ προβλέψῃ ὅτι, ὑφ' οὓς ὅρους ἤθελεν ἐν αὐτῇ ὁρισθῇ, ὁ μεταφορεὺς δύναται νὰ ὑποκαταστήσῃ, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὴν ὑπὸ τῆς παρούσης Συμβάσεως προβλεπομένην εὐθύνην, τὸν Φορέα πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως κειμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους, δι' ἀποφάσεως τῆς ἁρμοδίας Δημοσίας Ἀρχῆς, τῇ αἰτήσει τοῦ Μεταφορέως καὶ τῇ συναινέσει τοῦ Φορέως, ἐὰν οἱ ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 10 (α) ἀπαιτούμενοι ὅροι συμπληρωθῶσιν. Ἐν τῇ περιπτώσει ταύτῃ, ἐπὶ τῷ τέλει ἐφαρμογῆς τῆς παρούσης Συμβάσεως, ὁ Μεταφορεὺς θεωρεῖται, διὰ τὰ πυρηνικὰ ἀτυχήματα τὰ ἐπισυμβαίνοντα κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταφορᾶς πυρηνικῶν οὐσιῶν, ὡς Φορεὺς τῆς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως τῆς κειμένης ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους.

Ε. Τὸ ἄρθρον 5 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

Ἄρθρον 5.

α) Ἐὰν τὰ πυρηνικὰ καύσιμα, τὰ ραδιενεργὰ προϊόντα ἢ ἀπορρίμματα τὰ ἀναγόμενα εἰς πυρηνικὸν ἀτύχημα, παρέμειναν ἀλληλοδιαδόχως εἰς πλείονας πυρηνικὰς ἐγκαταστάσεις καὶ παραμένουσιν εἰς πυρηνικὴν ἐγκατάστασιν καθ' ἣν στιγμὴν προξενεῖται ἡ ζημία, οὐδεὶς Φορεὺς ἐγκαταστάσεως εἰς ἣν διεφυλάχθησαν προηγουμένως εἶναι ὑπεύθυνος τῆς ζημίας.

β) Ἐν τούτοις ἐὰν προξενηθῇ ζημία ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος ἐντὸς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως καὶ αὕτη ἀνάγεται μόνον εἰς πυρηνικὰς οὐσίας αἵτινες εὑρίσκονται ἐναποθηκευμέναι ἐκεῖ κατὰ τὴν διάρκειαν μεταφορᾶς, ὁ Φορεὺς τῆς ἐγκαταστάσεως ταύτης δὲν εἶναι ὑπεύθυνος ὅταν ἕτερος Φορεὺς ἢ ἕτερον πρόσωπον τυγχάνῃ ὑπεύθυνον δυνάμει τοῦ ἄρθρου 4.

γ) Ἐὰν τὰ πυρηνικὰ καύσιμα καὶ τὰ ραδιενεργὰ προϊόντα καὶ ἀπορρίμματα τὰ ἀναγόμενα εἰς πυρηνικὸν ἀτύχημα διεφυλάχθησαν εἰς πλείονας πυρηνικὰς ἐγκαταστάσεις καὶ δὲν εὑρίσκονται φυλαττόμενα ἐντὸς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως καθ' ἣν στιγμὴν προξενεῖται ἡ ζημία, οὐδεὶς εἶναι ὑπεύθυνος τῆς ζημίας πλὴν τοῦ Φορέως τῆς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως εἰς ἣν παρέμειναν τελευταίως πρὶν ἢ προξενηθῇ ἡ ζημία τοῦ Φορέως ὅστις παρέλαβε ταῦτα μεταγενεστέρως.

δ) Ἐὰν ἡ ζημία συνεπάγεται εὐθύνην πλειόνων Φορέων, συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν, ἡ εὐθύνη των εἶναι ἀλληλέγγυος καὶ σωρευτική. Ἐν τούτοις, ὅταν τοιαύτη εὐθύνη ἀπορρέῃ ἐκ τῆς προξενηθείσης ζημίας ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἀναγομένου εἰς πυρηνικὰς οὐσίας ὑπὸ μεταφοράν, εἴτε ἐντὸς ἑνὸς καὶ τοῦ αὐτοῦ μέσου μεταφορᾶς, εἴτε, εἰς τὴν περίπτωσιν ἐναποθηκεύσεως κατὰ τὴν διάρκειαν τῆς μεταφορᾶς, ἐντὸς μιᾶς μόνης καὶ τῆς αὐτῆς πυρηνικῆς ἐγκαταστάσεως, τὸ κατ' ἀνώτατον ὅριον ὁλικὸν ποσὸν τῆς εὐθύνης τῶν ἐν λόγῳ Φορέων ἰσοῦται πρὸς τὸ μεγαλύτερον ποσὸν τὸ καθορισθὲν δι' ἕνα ἕκαστον τῶν Φορέων συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 7. Ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ἡ εὐθύνη Φορέως ἡ ἀπορρέουσα ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος θὰ δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ ὅπερ ἀφορᾷ αὐτὸν ποσὸν καθορισθὲν ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 7.

ΣΤ. Τὸ ἄρθρον 6 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

Άρθρον 6.

α) Τὸ δικαίωμα ἀποκαταστάσεως ζημίας προξενηθείσης ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος δὲν δύναται νὰ ἀσκηθῇ εἰμὴ μόνον ἐναντίον Φορέως ὑπευθύνου διὰ τὴν ζημίαν ταύτην συμφώνως πρὸς τὴν παροῦσαν Σύμβασιν. Δύναται ὡσαύτως νὰ ἀσκηθῇ κατὰ τοῦ ἀσφαλιστοῦ ἢ κατὰ παντὸς ἑτέρου προσώπου παρασχόντος χρηματικὴν ἐγγύησιν πρὸς τὸν Φορέα συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 10, ἐὰν τὸ δικαίωμα ἐγέρσεως ἀγωγῆς ἀμέσου κατὰ τοῦ ἀσφαλιστοῦ ἢ παντὸς προσώπου παρασχόντος χρηματικὴν ἐγγύησιν, παρέχεται ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας.

β) Ἐπιφυλασσομένων τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου, οὐδὲν ἕτερον πρόσωπον ὑποχρεοῦται εἰς ἐπανόρθωσιν ζημίας προξενηθείσης ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος. Ἐν τούτοις, δὲν δύναται ἡ παροῦσα διάταξις νὰ παραβλάψῃ τὴν ἐφαρμογὴν τῶν ἐν ἰσχύϊ διεθνῶν περὶ μεταφορῶν συμφωνιῶν ἢ τῶν εὑρισκομένων εἰς τὸ στάδιον ὑπογραφῆς, ἐπικυρώσεως ἢ προσχωρήσεως πρὸς αὐτάς, κατὰ τὸν χρόνον συνάψεως τῆς παρούσης Συμβάσεως.

γ) (Ι). Οὐδεμία διάταξις τῆς παρούσης Συμβάσεως, δύναται νὰ ἐπηρεάσῃ τὴν εὐθύνην:

1. Παντὸς φυσικοῦ προσώπου ὅπερ, διὰ πράξεως ἢ παραλείψεως ὁρμώμενον ἐκ τῆς προθέσεως ὅπως προξενήσῃ ζημίαν, ἐπροξένησε ζημίαν πηγάζουσαν ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος καὶ τοῦ ὁποίου ὁ Φορεὺς δὲν τυγχάνει ὑπεύθυνος, συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 3 (α) (ΙΙ) (1) καὶ (2) ἢ πρὸς τὸ ἄρθρον 9.

2. Τοῦ προσώπου ὅπερ τυγχάνει δεόντως ἐξουσιοδοτημένον διὰ τὴν ἐκμετάλλευσιν ἀντιδραστῆρος ἀποτελοῦντος μέρος μεταφορικοῦ μέσου διὰ ζημίαν προξενηθεῖσαν ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, ὅταν Φορεὺς δὲν εἶναι ὑπεύθυνος τῆς ζημίας ταύτης δυνάμει τοῦ ἄρθρου 4 (α) (ΙΙΙ) ἢ (β) (ΙΙΙ).

ΙΙ) Ὁ Φορεὺς δὲν δύναται νὰ καταστῇ ὑπεύθυνος, ἔξω τῆς παρούσης Συμβάσεως, διὰ ζημίαν προξενηθεῖσαν ὑπὸ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, ἐκτὸς ἐὰν οὗτος δὲν ἔκαμε χρῆσιν τοῦ ἄρθρου 7 (γ) καὶ τότε μόνον ἐν τῷ μέτρῳ καθ' ὃ ἰδιαίτεραι διατάξεις ἐλήφθησαν σχετικῶς μὲ τὴν ζημίαν εἰς τὸ μεταφορικὸν μέσον, εἴτε ὑπὸ τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, εἴτε ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κεῖται ἡ πυρηνικὴ ἐγκατάστασις.

δ) Πᾶν πρόσωπον ὅπερ προέβη εἰς ἐπανόρθωσιν ζημίας προξενηθείσης ὑπὸ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος δυνάμει διεθνοῦς συμφωνίας ὡς ἐν παραγράφῳ (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου ἀναφέρεται ἢ δυνάμει τῆς νομοθεσίας μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους, ἀποκτᾷ ἐξ ὑποκαταστάσεως καὶ μέχρι τοῦ καταβληθέντος ποσοῦ, τὰ δικαιώματα ὧν τὸ οὕτως ἀποζημιωθὲν πρόσωπον θὰ ἐδικαιοῦτο δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως.

ε) Πᾶν πρόσωπον ἔχον τὸν κύριον αὐτοῦ τόπον ἐκμεταλλεύσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους Συμβαλλομένου Μέρους, ἢ οἱ παρ' αὐτοῦ προστιθέντες, οἵτινες προέβησαν εἰς ἐπανόρθωσιν πυρηνικῆς ζημίας προξενηθείσης ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐπισυμβάντος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους μὴ - Συμβαλλομένου Κράτους ἢ ζημίας λαβούσης χώραν ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τούτου, ἀποκτῶσι, μέχρι τοῦ καταβληθέντος ποσοῦ, τὰ δικαιώματα ὧν τὸ οὕτως ἀποζημιωθὲν πρόσωπον θὰ ἐδικαιοῦτο ἐν ἐλλείψει τοῦ ἄρθρου 2.

στ) Ὁ Φορεὺς θὰ ἔχῃ δικαίωμα προσφυγῆς μόνον:

Ι) Ἐὰν ἡ ζημία προέρχεται ἐκ πράξεως ἢ παραλείψεως ἀποσκοποῦσης τὴν πρόκλησιν ζημίας, κατὰ τοῦ φυσικοῦ προσώπου δράστου τῆς πράξεως ἢ τῆς ἐκ προθέσεως παραλείψεως.

ΙΙ) Ἐὰν καὶ καθ' ὅ μέτρον ἡ προσφυγὴ ρητῶς προβλέπεται ὑπὸ συμβάσεως.

ζ) Ἐφ' ὅσον ὁ Φορεὺς κέκτηται δικαιώματος προσφυγῆς κατὰ προσώπου τινος δυνάμει τῆς παραγράφου (στ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὸ πρόσωπον τοῦτο δὲν δύναται νὰ ἔχῃ δικαίωμα κατὰ τοῦ Φορέως δυνάμει τῶν παραγράφων (δ) ἢ (ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου.

η) Ἐὰν ἡ ἐπανόρθωσις ζημίας συνεπάγεται τὴν ἀνάμιξιν ἐθνικῆς ἢ δημοσίας ἰατρικῆς ἀσφαλίσεως, κοινωνικῆς ἀσφαλίσεως ἢ ἀποζημιώσεως ἐργατικῶν ἀτυχημάτων καὶ ἐπαγγελματικῆς ἀσθενείας τὰ δικαιώματα τῶν δικαιούχων τῶν ἐν λόγῳ ἀσφαλίσεων καὶ αἱ ἐνδεχόμεναι προσφυγαὶ αἵτινες ἤθελον δυνατὸν ἀσκηθῇ κατὰ τοῦ Φορέως, ρυθμίζονται ὑπὸ τῆς νομοθεσίας τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἢ ὑπὸ τῶν κανονισμῶν τῆς διακυβερνητικῆς ὀργανώσεως ἥτις ἐθέσπισε τὰς ἀσφαλίσεις ταύτας.

ζ) Τὸ ἄρθρον 7 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

Ἄρθρον 7.

α) Τὸ σύνολον τῶν πληρωτέων ἀποζημιώσεων διὰ ζημίαν προξενηθεῖσαν ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ κατ' ἀνώτατον ὅριον ποσὸν τῆς εὐθύνης, τὸ καθοριζόμενον συμφώνως πρὸς τὸ παρὸν ἄρθρον.

β) Τὸ κατ' ἀνώτατον ὅριον ποσὸν εὐθύνης τοῦ Φορέως διὰ ζημίας προξενηθείσας ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ὁρίζεται εἰς 15.000.000 λογιστικὰς μονάδας τῆς Εὐρωπαϊκῆς Νομισματικῆς Συμφωνίας ὡς αὗται προσδιορίζονται κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς παρούσης Συμβάσεως (κατωτέρω καλούμεναι «λογιστικαὶ μονάδες»). Δύναται ἐν τούταις νὰ ὁρισθῇ ὑπὸ τῆς νομοθεσίας Συμβαλλομένου Μέρους, λαμβανομένης ὑπ' ὄψει τῆς δυνατότητος διὰ τὸν Φορέα ὅπως ἐπιτύχῃ τὴν ἀσφάλισιν ἢ ἑτέραν χρηματικὴν ἐγγύησιν, ὡς ἀπαιτεῖται διὰ τοῦ ἄρθρου 10, ποσὸν μεῖζον ἢ ἔλαττον, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει τὸ οὕτω καθοριζόμενον ποσὸν θὰ δύναται νὰ εἶναι κατώτερον τῶν 5.000.000 λογιστικῶν μονάδων. Τὰ ἐν τῇ παρούσῃ παραγράφῳ προβλεπόμενα ποσὰ δύνανται νὰ μετατραπῶσιν εἰς στρογγυλοὺς ἀριθμοὺς τοῦ ἐθνικοῦ νομίσματος.

γ) Ἡ ἐξαίρεσις ἡ προκύπτουσα ἐκ τῆς παραγράφου (α) (ΙΙ) (2) τοῦ ἄρθρου 3 δύναται νὰ ἀποσβεσθῇ διὰ τῆς νομοθεσίας Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει ὁ συνυπολογισμὸς ζημιῶν ἐπισυμβασῶν ἐπὶ τοῦ μέσου μεταφορᾶς, καταλήξῃ εἰς μείωσιν τῆς εὐθύνης τοῦ Φορέως διὰ τὰς λοιπὰς ζημίας κάτω τοῦ ποσοῦ τῶν 5.000.000 λογιστικῶν μονάδων.

δ) Τὸ ποσὸν εὐθύνης Φορέων πυρηνικῶν ἐγκαταστάσεων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους Συμβαλλομένου Μέρους, καθορισθὲν δυνάμει τῆς παραγράφου (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ὡς καὶ αἱ διατάξεις τῆς νομοθεσίας Συμβαλλομένου Μέρους ληφθεῖσαι δυνάμει τῆς παραγράφου (γ) τοῦ παρόντος ἄρθρου, ἐφαρμόζονται καὶ διὰ τὸν προσδιορισμὸν τῆς εὐθύνης τῶν ἐν λόγῳ Φορέων, ἀσχέτως τοῦ τόπου ἔνθα ἔλαβε χώραν τὸ πυρηνικὸν ἀτύχημα.

ε) Συμβαλλόμενον Μέρος δύναται νὰ ἐξαρτήσῃ τὴν μέσῳ τοῦ ἐδάφους του μεταφορὰν πυρηνικῶν οὐσιῶν ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὸ ἀνώτατον ὅριον ποσοῦ εὐθύνης τοῦ περὶ οὗ πρόκειται ἀλλοδαποῦ Φορέως, αὐξηθῇ, ἐὰν ἤθελε θεωρήσει ὅτι τὸ ἐν λόγῳ ποσὸν δὲν καλύπτει ἐπαρκῶς τοὺς κατὰ τὴν μεταφορὰν κινδύνους πυρηνικοῦ ἀτυχήματος. Ἐν τούτοις, τὸ οὕτως ηὐξημένον κατ' ἀνώτατον ὅριον ποσὸν δὲν δύναται νὰ ὑπερβῇ τὸ ἀνώτατον ὅριον εὐθύνης τῶν Φορέων πυρηνικῶν ἐγκαταστάσεων κειμένων ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους.

στ) Αἱ διατάξεις τῆς παραγράφου (ε) τοῦ παρόντος ἄρθρου δὲν ἐφαρμόζονται:

Ι) Ἐπὶ θαλασσίας μεταφορᾶς ὅταν, δυνάμει τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου, ὑφίσταται δικαίωμα καταφυγῆς εἰς λιμένας τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους λόγῳ ἐπικειμένου κινδύνου ἢ δικαίωμα ἀβλαβοῦς διελεύσεως μέσῳ τοῦ ἐδάφους αὐτοῦ.

ΙΙ) Ἐπὶ ἐναερίου μεταφορᾶς ὅταν, δυνάμει συμφωνίας ἢ ἐν τοῦ Διεθνοῦς Δικαίου, ὑπάρχῃ δικαίωμα πτήσεως ὑπεράνω τοῦ ἐδάφους ἢ προσγειώσεως ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ρηθέντος Συμβαλλομένου Μέρους.

ζ) Οἱ τόκοι καὶ τὰ δικαστικὰ ἔξοδα τὰ ἐπιδικασθέντα ὑπὸ Δικαστηρίου ἐπὶ ἀγωγῆς ἀποζημιώσεως δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, δὲν θεωροῦνται ὡς ἀποζημιώσεις ὑπὸ τὴν ἔννοιαν τῆς παρούσης Συμβάσεως καὶ ἔσονται πληρωτέα ὑπὸ τοῦ Φορέως ἐπιπροσθέτως παντὸς ποσοῦ ἀποζημιώσεως δι' ἣν ὑπέχει οὗτος εὐθύνην δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου.

η) Τὸ ἄρθρον 8 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

"Αρθρον 8.

α) Αἱ περὶ ἀποζημιώσεως ἀγωγαὶ δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως δέον ὅπως ἐγερθῶσιν, ἐπὶ ποινῇ ἐκπτώσεως, ἐντὸς δεκαετίας ἀρχομένης ἀπὸ τοῦ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος. Δύναται, ἐν τούτοις, ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία νὰ προσδιορίσῃ προθεσμίαν ἐκπτώσεως ἀνωτέραν τῶν δέκα ἐτῶν, ἐὰν τὸ Συμβαλλόμενον Μέρος ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κεῖται ἡ πυρηνικὴ ἐγκατάστασις ἧς ὁ Φορεὺς τυγχάνει ὑπεύθυνος, προβλέψῃ τὴν λῆψιν μέτρων ὅπως καλύψῃ τὴν εὐθύνην τοῦ Φορέως ἐν σχέσει πρὸς τὰς περὶ ἐπανορθώσεως ἀγωγὰς ἐγερθείσας μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς δεκαετοῦς προθεσμίας καὶ κατὰ τὸ χρονικὸν διάστημα παρατάσεως τῆς προθεσμίας ταύτης. Ἐν τούτοις, ἡ παράτασις αὕτη τῆς προθεσμίας ἐκπτώσεως ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται νὰ παραβλάψῃ τὰ δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως δικαιώματα ἐπανορθώσεως προσώπων ἅτινα ἐκίνησαν κατὰ τοῦ Φορέως ἀγωγὴν λόγῳ θανάτου ἢ διὰ ζημίας εἰς πρόσωπα πρὸ τῆς λήξεως τῆς ρηθείσης δεκαετοῦς προθεσμίας.

β) Εἰς τὴν περίπτωσιν ζημίας προξενηθείσης ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἀναγομένου εἰς πυρηνικὰ καύσιμα, ραδιενεργὰ προϊόντα ἢ ἀπορρίμματα ἅτινα, κατὰ τὴν στιγμὴν τοῦ ἀτυχήματος, εἶχον κλαπῇ, ἀπωλεσθῇ, ἐκβληθῇ εἰς τὴν θάλασσαν ἢ ἐγκαταλειφθῇ καὶ δὲν εἶχον ἐπανακτηθῇ, ἡ ὑπὸ τῆς παραγράφου (α) τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένη προθεσμία ὑπολογίζεται ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τοῦ πυρηνικοῦ τούτου ἀτυχήματος, ἀλλ' ἐν οὐδεμιᾷ περιπτώσει δύναται αὕτη νὰ ὑπερβῇ τὰ εἴκοσιν ἔτη ἀρχόμενα ἀπὸ τῆς ἡμερομηνίας τῆς κλοπῆς, ἀπωλείας, ἐκβολῆς εἰς τὴν θάλασσαν ἢ τῆς ἐγκαταλείψεως.

γ) Ἡ ἐθνικὴ νομοθεσία δύναται ἐν τούτοις νὰ ὁρίσῃ προθεσμίαν ἐκπτώσεως ἢ παραγραφῆς δύο τοὐλάχιστον ἐτῶν, ὑπολογιζομένην ἀπὸ τῆς στιγμῆς καθ' ἣν ὁ παθὼν ἔλαβε γνῶσιν τῆς ζημίας καὶ περὶ τοῦ ὑπευθύνου Φορέως, ἤτοι ὑπολογιζομένην ἀφ' ἧς στιγμῆς οὗτος ἔλαβε λογικῶς γνῶσιν, μὴ οὔσης δυνατῆς τῆς ὑπερβάσεως τῆς δυνάμει τῶν παραγράφων (α) καὶ (β) καθορισθείσης προθεσμίας.

δ) Εἰς τὰς ὑπὸ τοῦ ἄρθρου 13 (γ) (ΙΙ) προβλεπομένας περιπτώσεις δὲν χωρεῖ ἔκπτωσις τῆς περὶ ἐπανορθώσεως ἀγωγῆς ἐάν, ἐντὸς τῆς ὑπὸ τῆς παραγράφου (α) τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένης προθεσμίας:

Ι) Ἐγερθῇ ἀγωγή, πρὶν ἢ τὸ ἐν ἄρθρῳ 17 Δικαστήριον λάβῃ ἀπόφασιν, ἐνώπιον ἑνὸς τῶν δικαστηρίων μεταξὺ τῶν ὁποίων τὸ ρηθὲν δικαστήριον θέλει ἐκλέξει. Ἐὰν τὸ Δικαστήριον ὑποδείξῃ ὡς ἁρμόδιον δικαστήριον ἕτερον τοιοῦτον πλὴν ἐκείνου ἐνώπιον τοῦ ὁποίου ἤδη ἠγέρθη ἡ ἀγωγή, δύναται νὰ ὁρίσῃ προθεσμίαν ἐντὸς τῆς ὁποίας ἡ ἀγωγὴ δέον ὅπως ἐγερθῇ ἐνώπιον τοῦ οὕτως ὑποδειχθέντος ἁρμοδίου δικαστηρίου.

ΙΙ) Κατατεθῇ αἴτησις ἐνώπιον Συμβαλλομένου Μέρους ἐνδιαφερομένου περὶ ὑποδείξεως τοῦ ἁρμοδίου δικαστηρίου ὑπὸ τοῦ Δικαστηρίου συμφώνως πρὸς τὸ ἄρθρον 13 (γ) (ΙΙ), ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως μετὰ τὴν ὑπόδειξιν ταύτην ἐγερθῇ ἀγωγὴ ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ ρηθέντος Δικαστηρίου ταχθείσης προθεσμίας.

ε) Ἐκτὸς ἐναντίας διατάξεως τοῦ ἐθνικοῦ δικαίου, πρόσωπον ὑποστὰν ζημίαν προξενηθεῖσαν ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος, ὅπερ ἤγειρεν ἀγωγὴν ἀποζημιώσεως ἐντὸς τῆς ὑπὸ τοῦ παρόντος ἄρθρου προβλεπομένης προθεσμίας, δύναται διὰ παρεπομένης αἰτήσεως νὰ συμπληρώσῃ τὴν ἀπαίτησίν του, ἐν περιπτώσει ἐπιδεινώσεως τῆς ζημίας, μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς προθεσμίας ταύτης, ἐφ' ὅσον δὲν ἐξεδόθη εἰσέτι τελεσίδικος δικαστικὴ ἀπόφασις.

θ) Τὸ ἄρθρον 9 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

"Αρθρον 9.

Ὁ Φορεὺς δὲν εἶναι ὑπεύθυνος διὰ ζημίας προξενηθείσας ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐὰν τὸ ἀτύχημα τοῦτο ὀφείλεται ἀμέσως εἰς πράξεις ἐνόπλου συρράξεως, ἐχθροπραξιῶν, ἐμφυλίου πολέμου, ἐπαναστάσεων ἢ, ἐκτὸς ἐναντίας διατάξεως τῆς νομοθεσίας τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κεῖται ἡ πυρηνικὴ ἐγκατάστασις αὐτοῦ, εἰς φυσικὰς θεομηνίας ἐξαιρετικοῦ χαρακτῆρος.

ι) Τὸ ἄρθρον 13 ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

"Αρθρον 13.

α) Πλὴν τῆς περιπτώσεως ἀντιθέτου διατάξεως τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ δικαστήρια τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου ἐπεσυνέβη τὸ πυρηνικὸν ἀτύχημα εἶναι τὰ μόνα ἁρμόδια ὅπως δικάσωσιν ἐπὶ ἀγωγῶν ἐγερθεισῶν δυνάμει τῶν ἄρθρων 3, 4, 6 (α) καὶ 6 (γ).

β) Ἐὰν πυρηνικὸν ἀτύχημα ἤθελεν ἐπισυμβῇ, ἔξω τῶν ἐδαφῶν τῶν Συμβαλλομένων Μερῶν ἢ ἐὰν ὁ τόπος τοῦ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος δὲν δύναται μετὰ βεβαιότητος νὰ προσδιορισθῇ, τὰ δικαστήρια τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους ἐπὶ τοῦ ἐδάφους τοῦ ὁποίου κεῖται ἡ πυρηνικὴ ἐγκατάστασις ἧς ὁ Φορεὺς εἶναι ὑπεύθυνος, εἶναι τὰ μόνα ἁρμόδια.

γ) Ἐὰν δυνάμει τῶν παραγράφων (α) καὶ (β) τοῦ παρόντος ἄρθρου, τὰ δικαστήρια πλειόνων Συμβαλλομένων Μερῶν τυγχάνουσι ἁρμόδια, ὁ κανονισμὸς ἁρμοδιότητος γίνεται:

Ι) Ἐὰν τὸ πυρηνικὸν ἀτύχημα ἐπεσυνέβη ἐν μέρει ἔξω τοῦ ἐδάφους παντὸς Συμβαλλομένου Μέρους καὶ ἐν μέρει ἐπὶ τοῦ ἐδάφους ἑνὸς μόνον Συμβαλλομένου Μέρους, εἰς τὰ δικαστήρια τοῦ τελευταίου τούτου.

ΙΙ) Εἰς πᾶσαν ἑτέραν περίπτωσιν, εἰς τὰ δικαστήρια τοῦ Συμβαλλομένου Μέρους, τὸ ὁποῖον, αἰτήσει ἐνδιαφερομένου Συμβαλλομένου Μέρους, ὑπεδείχθη ὑπὸ τοῦ ἐν ἄρθρῳ 17 προβλεπομένου Δικαστηρίου, ὡς τὸ ἀμεσώτερον συνδεδεμένον πρὸς τὴν προκειμένην ὑπόθεσιν.

δ) Ὅταν αἱ ἐκδοθεῖσαι κατ' ἀντιμωλίαν ἢ ἐρημοδικίαν ἀποφάσεις τοῦ ἁρμοδίου δικαστηρίου δυνάμει τῶν διατάξεων τοῦ παρόντος ἄρθρου τυγχάνουσιν ἐκτελεσταὶ δυνάμει τῶν ὑπὸ τοῦ δικαστηρίου τούτου ἐφαρμοσθέντων νόμων, καθίστανται ἐκτελεσταὶ ἐπὶ τοῦ ἐδάφους παντὸς ἑτέρου Συμβαλλομένου Μέρους εὐθὺς ὡς ἤθελον συμπληρωθῇ αἱ ὑπὸ τοῦ ἐνδιαφερομένου Συμβαλλομένου Μέρους ἀπαιτούμεναι διατυπώσεις. Οὐδεμία περαιτέρω ἔρευνα ἐπὶ τῆς οὐσίας τῆς ὑποθέσεως ἐπιτρέπεται. Ἡ παροῦσα διάταξις δὲν ἔχει ἐφαρμογὴν ἐπὶ δικαστικῶν ἀποφάσεων προσωρινῶς ἐκτελεστῶν.

ε) Ἐὰν ἤθελεν ἐγερθῇ ἀγωγὴ ἀποζημιώσεως κατὰ Συμβαλλομένου Μέρους δυνάμει τῆς παρούσης Συμβάσεως, τὸ ρηθὲν Συμβαλλόμενον Μέρος δὲν δύναται νὰ ἐπικαλεσθῇ τὸ προνόμιον ἑτεροδικίας, ἐνώπιον τοῦ ἁρμοδίου δικαστηρίου δυνάμει τοῦ παρόντος ἄρθρου, πλὴν καθ' ὅτι ἀφορᾷ τὰ μέτρα ἐκτελέσεως.

ια) Τὸ Παράρτημα ἀριθ. Ι ἀντικαθίσταται ὑπὸ τοῦ ἑξῆς κειμένου:

Παράρτημα ἀριθ. Ι.

Αἱ κάτωθι Ἐπιφυλάξεις ἐγένοντο δεκταὶ εἴτε κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς τῆς Συμβάσεως, εἴτε κατὰ τὴν ἡμερομηνίαν τῆς ὑπογραφῆς τοῦ Προσθέτου Πρωτοκόλλου.

1. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 6 (α) καὶ (γ) (Ι):

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Ἐπιφύλαξις τοῦ δικαιώματος ὅπως, διὰ διατάξεως τῆς ἐθνικῆς νομοθεσίας, διατηρήσωσι τὴν εὐθύνην ἑτέρου προσώπου πλὴν τοῦ Φορέως, ὑπὸ τὸν ὅρον ὅπως τὸ ἐν λόγῳ πρόσωπον καλύπτηται πλήρως ὡς πρὸς τὴν εὐθύνην του, ἀκόμη καὶ διὰ τὴν περίπτωσιν ἀβασίμου ἀγωγῆς, εἴτε δι' ἀσφαλείας ἢ ἑτέρας χρηματικῆς ἐγγυήσεως ἐπιτυγχανομένης ὑπὸ τοῦ Φορέως, εἴτε μέσῳ δημοσίων χρημάτων.

2. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 6 (β) καὶ (δ):

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας, τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος, τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Νορβηγίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Σουηδίας.

Ἐπιφύλαξις τοῦ δικαιώματος ὅπως θεωρῶσι τοὺς ἐθνικοὺς αὐτῶν Νόμους, περιέχοντας διατάξεις ἀναλόγους πρὸς τὰς τῶν

διεθνῶν συμφωνιῶν τῶν ἀναφερομένων εἰς τὸ ἄρθρον 6 (β), ὡς διεθνεῖς συμφωνίας ἐν τῇ ἐννοίᾳ τοῦ ἄρθρου 6 (β) καὶ (δ).

3. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 8 (α):

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας.

Ἐπιφύλαξις τοῦ δικαιώματος καθορισμοῦ, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰ πυρηνικὰ ἀτυχήματα τὰ ἐπισυμβαίνοντα ἀντιστοίχως εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας καὶ εἰς τὴν Αὐστριακὴν Δημοκρατίαν προθεσμίας ἐκπτώσεως ἀνωτέρας τῶν δέκα ἐτῶν, ἐὰν ἔχωσι προβλεφθῇ μέτρα καλύπτοντα τὴν εὐθύνην τοῦ Φορέως ἐν σχέσει πρὸς ἀγωγὰς ἀποζημιώσεως ἐγερθείσας μετὰ τὴν ἐκπνοὴν τῆς δεκαετοῦς προθεσμίας καὶ διαρκούσης τῆς περιόδου παρατάσεως τῆς προθεσμίας ταύτης.

4. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 9:

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας.

Ἐπιφύλαξις τοῦ δικαιώματος προβλέψεως, καθ' ὅσον ἀφορᾷ τὰ πυρηνικὰ ἀτυχήματα τὰ ἐπισυμβαίνοντα ἀντιστοίχως εἰς τὴν Ὁμόσπονδον Δημοκρατίαν τῆς Γερμανίας καὶ εἰς τὴν Αὐστριακὴν Δημοκρατίαν, ὅτι ὁ Φορεὺς εἶναι ὑπεύθυνος διὰ ζημίας προξενηθείσας ἐκ πυρηνικοῦ ἀτυχήματος ἐὰν τὸ ἀτύχημα τοῦτο ὀφείλεται ἀμέσως εἰς πράξεις ἐνόπλου συρράξεως, ἐχθροπραξιῶν, ἐμφυλίου πολέμου, ἐπαναστάσεων ἢ εἰς φυσικὰς θεομηνίας ἐξαιρετικοῦ χαρακτῆρος.

5. Ἐπὶ τοῦ ἄρθρου 19:

Ἐπιφύλαξις τῆς Κυβερνήσεως τῆς Ὁμοσπόνδου Δημοκρατίας τῆς Γερμανίας, τῆς Κυβερνήσεως τῆς Αὐστριακῆς Δημοκρατίας καὶ τῆς Κυβερνήσεως τοῦ Βασιλείου τῆς Ἑλλάδος.

Ἐπιφύλαξις τοῦ δικαιώματος νὰ θεωρήσωσι τὴν ἐπικύρωσιν τῆς παρούσης Συμβάσεως ὡς συνεπαγομένην τὴν ὑποχρέωσιν συμφώνως πρὸς τὸ διεθνὲς δίκαιον ὅπως θεσπίσωσι διατάξεις ἐσωτερικῆς τάξεως σχετικὰς πρὸς τὴν ἀστικὴν εὐθύνην εἰς τὸν τομέα τῆς πυρηνικῆς ἐνεργείας συμφώνως πρὸς τὰς διατάξεις τῆς παρούσης Συμβάσεως.

II.

α) Αἱ διατάξεις τοῦ παρόντος Προσθέτου Πρωτοκόλλου ἀποτελοῦσιν ἀναπόσπαστον μέρος τῆς Συμβάσεως περὶ Ἀστικῆς Εὐθύνης εἰς τὸν Τομέα τῆς Πυρηνικῆς Ἐνεργείας τῆς 29 Ἰουλίου 1960, (κατωτέρω καλουμένης ἡ «Σύμβασις»).

β) Τὸ παρὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον θέλει ἐπικυρωθῇ ἢ ἐπιβεβαιωθῇ. Τὰ ἔγγραφα ἐπικυρώσεως τοῦ παρόντος Προσθέτου Πρωτοκόλλου θέλουσι κατατεθῇ παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ Ἀναπτύξεως. Ἐὰν ἤθελε παρουσιασθῇ περίπτωσις, ἡ ἐπιβεβαίωσις τοῦ παρόντος Προσθέτου Πρωτοκόλλου δέον ὅπως κοινοποιῆται πρὸς αὐτήν.

γ) Τὰ ὑπογράψαντα τὸ παρὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον Μέρη ἅτινα ἔχουσιν ἤδη ἐπικυρώσει τὴν Σύμβασιν, ὑποχρεοῦνται ὅπως ἐπικυρώσωσιν ἢ ἐπιβεβαιώσωσιν ὅσον τὸ δυνατὸν ταχύτερον τὸ παρὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον. Οἱ λοιποὶ ὑπογράψαντες τὸ παρὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον ὑποχρεοῦνται ὅπως ἐπικυρώσωσιν ἢ ἐπιβεβαιώσωσιν αὐτὸ ταυτοχρόνως μὲ τὴν παρ' αὐτῶν ἐπικύρωσιν τῆς Συμβάσεως. Οὐδεμία προσχώρησις πρὸς τὴν Σύμβασιν θὰ γίνῃ δεκτὴ ἐὰν δὲν συνοδεύηται ὑπὸ προσχωρήσεως πρὸς τὸ παρὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον.

δ) Ὁ Γενικὸς Γραμματεὺς τῆς Ὀργανώσεως θέλει κοινοποιήσει πρὸς πάντα τὰ ὑπογράψαντα Μέρη, ὡς καὶ πρὸς τὰς προσχωρησάσας πρὸς τὴν Σύμβασιν Κυβερνήσεις, περὶ τῆς λήψεως τῶν ἐγγράφων ἐπικυρώσεως καὶ τῆς κοινοποιήσεως τῶν ἐπιβεβαιώσεων.

ε) Διὰ τὸν ὑπολογισμὸν τοῦ ἀριθμοῦ ἐπικυρώσεων προβλεπομένου εἰς τὸ ἄρθρον 19 (β) τῆς Συμβάσεως ὡς πρὸς τὴν ἔναρξιν τῆς ἰσχύος αὐτῆς, θέλουσι ληφθῇ ὑπ' ὄψει τὰ ὑπογράψαντα Μέρη ἅτινα θὰ ἔχωσιν ἐπικυρώσει τὴν Σύμβασιν καὶ ἐπικυρώσει ἢ ἐπιβεβαιώσει τὸ παρὸν Πρόσθετον Πρωτόκολλον.

Εἰς πίστωσιν τῶν ἀνωτέρω οἱ ὑπογεγραμμένοι πληρεξούσιοι, δεόντως ἐξουσιοδοτημένοι, ὑπέγραψαν κάτωθι τοῦ παρόντος Πρωτοκόλλου.

Ἐγένετο ἐν Παρισίοις τὴν 28 Ἰανουαρίου 1964, εἰς τὴν Γαλλικήν, τὴν Ἀγγλικήν, τὴν Γερμανικήν, τὴν Ἱσπανικήν, τὴν Ἰταλικὴν καὶ τὴν Ὁλλανδικήν, εἷς ἓν καὶ μόνον ἀντίτυπον ὅπερ θὰ παραμείνῃ κατατεθειμένον παρὰ τῷ Γενικῷ Γραμματεῖ τῆς Ὀργανώσεως Οἰκονομικῆς Συνεργασίας καὶ Ἀναπτύξεως, ὅστις θέλει κοινοποιήσει ἀνὰ ἓν κεκυρωμένον πιστὸν ἀντίγραφον πρὸς πάντα τὰ ὑπογράψαντα Μέρη.

ΕΚ ΤΟΥ ΕΘΝΙΚΟΥ ΤΥΠΟΓΡΑΦΕΙΟΥ